



Faiz El Serraj à Alger

## L'espoir du retour à la paix

Alors que la tension demeure tendue, notamment à Syrte où les combats contre Daech se poursuivent, le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'entente nationale de Libye, Faiz Serradj est depuis hier à Alger pour tenter de faire avancer «la solution politique», prônée par l'Algérie.

Page 4

Corniche oranaise

## Un accident de moto coûte la vie à une jeune fille

Page 24

Préparatifs des élections législatives

# Saâdani s'engage à lutter contre «chkara»

Le secrétaire général du Front de libération nationale fait son retour sur la scène politique nationale après une absence de plusieurs mois. Répondant aux questions de journalistes en marge d'une réunion du Bureau politique du parti, Saâdani s'est voulu apaisant quant aux prochaines élections législatives.

Page 3



Centres hospitalo-universitaires

## Une commission pour la désignation des chefs de services

Page 2



À partir de la prochaine année scolaire

## Tamazight dans des classes d'alphabétisation de toutes les wilayas

La langue amazighe sera enseignée dans les classes d'alphabétisation pour adultes dans toutes les wilayas du pays à partir de la prochaine année scolaire (2017-2018) selon le secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad.

Page 3



Par Saâd Taferka

Trois mois après l'adoption du nouveau Code des investissements (loi n°16-09 relative à la promotion de l'investissement, publiée dans le Journal officiel du 3 août dernier), les repères ne sont pas encore bien fixés quant à la meilleure démarche à adopter pour mettre en œuvre ce que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, appelle le «nouveau modèle de croissance».

Quels moteurs pour le nouveau modèle de croissance ?

## Mettre l'entreprise au cœur de l'économie

Dans moins de deux semaines (le 17 octobre 2016), l'emprunt obligataire- appelé officiellement «Emprunt national pour la croissance économique», lancé en avril dernier pour financer les programmes d'équipement que le budget de l'Etat ne peut plus prendre en charge, aura bouclé le délai de six mois qui lui est attribué. Les résultats, d'après ce qui a été annoncé en juillet dernier par le Premier ministre, étaient une collecte de 462 milliards de dinars, auxquels devaient s'ajouter 150 milliards de dinars promis par des patrons ayant participé au téléthon organisé par le Forum des chefs d'entreprises (FCE).

Cependant, ce dernier montant n'est pas garanti dans sa totalité. Le président de cette organisation patronale, Ali Haddad, a eu même eu à rappeler par écrit les patrons qui avaient tardé à concrétiser leurs promesses, pour aller virer les sommes convenues.

Cependant, les analystes s'accordent à dire que cet emprunt ne pourra jamais remplacer les recettes perdues des revenus pétroliers. Conscient de cette réalité, le gouvernement a montré une prudence extrême dans le lancement de nouveaux programmes de développement.

Page 5





Centres hospitalo-universitaires

# Une commission pour la désignation des chefs de services

Désormais, les chefs de services seront désignés sur des critères bien précis à l'avenir dans l'optique de contribuer à régler les problèmes de gestion actuellement posés dans le secteur de la santé. Pour cela, le gouvernement oeuvre à constituer une commission de régulation des critères de chefs de services des centres hospitalo-universitaires.



Par Karima Nacer

Le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, qui ne cesse de répéter que le corps de la santé souffre d'une «mauvaise gestion et d'organisation», se concentre actuellement sur la constitution d'une commission qui se chargera de la désignation des chefs de services pour contrecarrer cette contrainte. A cet effet, il informe que le gouvernement vient de donner des instructions pour la révision des critères prévalant à l'accès à la chefferie de service, car, explique-t-il, il n'est plus admissible que nous continuons à fonctionner sur le

modèle actuel. Un modèle qui a montré ses limites, selon lui.

«Aujourd'hui, toutes les conditions sont réunies et nous sommes interpellés pour être à l'écoute des préoccupations des malades», dira-t-il, ajoutant que la chefferie de service doit être désignée suivant des critères bien précis, fixés par le gouvernement et non par des personnes.

Le recrutement se fera, selon Boudiaf, sur les compétences que recèle le pays, afin que le secteur soit remis à niveau.

Présidant une réunion avec des cadres du secteur de la santé dans l'ouest du pays, le ministre a expliqué

que cette commission fixera les critères pour désigner des chefs de services des CHU, leurs missions et autres questions y afférant, soulignant que la réforme du secteur a permis de qualifier un grand nombre de compétences jeunes à gérer des services hospitaliers. Auparavant, le ministre de la Santé a annoncé également que des sessions de formation continue seront organisées afin de permettre aux gestionnaires de s'imprégner des techniques les plus récentes et les plus éprouvées en matière de gestion.

Cette mesure fait partie du plan d'action engagé par

Boudiaf pour redresser le secteur de la santé qui a pour maître-mot l'amélioration de la prise en charge du malade, qui doit être au centre des préoccupations de tous les personnels de santé.

Boudiaf a ajouté, dans ce cadre, que son secteur mise sur la formation continue qualitative et ouvre le champ devant les compétences pour développer le système sanitaire national selon les ambitions de la société, appelant le corps de la santé à adhérer à cette démarche.

Abordant la politique de formation et de mise à niveau des ressources humaines, le ministre a cité, comme exemple, la wilaya d'Oran qui dispose actuellement de 670 médecins pouvant prétendre à la chefferie de service de CHU en passant des concours pour des postes sensibles dans le secteur, ajoutant que les compétences que recèle le pays doivent être exploitées à bon escient pour réaliser les ambitions.

Abdelmalek Boudiaf a annoncé, par ailleurs, que la wilaya d'Oran bénéficiera l'année prochaine de plus de 1 000 nouveaux lits d'hôpitaux à la faveur de 14 projets en cours de réalisation à travers la wilaya, à l'instar des hôpitaux de Gdyl, Sidi Chahmi et Oued Tlélat, ainsi que l'hôpital des brûlés et le centre régional de lutte anticancer. A ce rythme, le nombre de lits d'hôpitaux atteindra près de 5 000 l'année prochaine. Un chiffre conforme à la moyenne selon la densité démographique recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et dépassant la moyenne nationale actuelle.

K. N.

Secteur public

## Hausse de la production industrielle

La production industrielle du secteur public a progressé de 1,4% au deuxième trimestre 2016 par rapport à la même période de 2015, avec des résultats disparates entre les secteurs d'activité, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Hors hydrocarbures, le taux de croissance du secteur public industriel a atteint 2,9% entre les deux périodes de comparaison. Cette légère croissance de la production industrielle a été réalisée grâce à une amélioration de la production dans certain nombre d'activités, principalement les branches bois, liège, papier et imprimerie (+40,2%), industrie des cuirs et chaussures (+11,7%), chimie, caoutchouc, plastique (+11,4%), matériaux de construction, céramique et verre (+6,8%) et énergie (+4,9%). Dans la branche chimie, caoutchouc, plastique, les plus fortes hausses ont été enregistrées pour le plastique (102%), la chimie organique de base (27,1%), la fabrication des engrais et des pesticides (24,6%) et la fabrication des produits pharmaceutiques (22,9%). Pour les matériaux de construction, céramique et verre et l'industrie de verre, ils ont enregistré une hausse de 33,6% suivie par la fabrication des matériaux de construction et produits rouges (+31,3%) et la fabrication des produits en ciment et matériaux de construction divers (+9%). Quant à l'industrie textile, elle a connu une hausse de 2,5% au deuxième trimestre 2016 par rapport à la même période de 2015 grâce aux performances de la fabrication des biens intermédiaires de textile (+11,8%). En revanche, des baisses ont été enregistrées pour les filières industrie agroalimentaires, tabacs allumettes (-5,7%), mines et carrières (-4,1%), industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques et électriques et électroniques Ismme (-3,5%) et hydrocarbures (-2,3%).

Ainsi, la production des industries agroalimentaires a poursuivi la tendance baissière du premier trimestre à cause d'une contraction des industries des tabacs manufacturés et allumettes (-17,1%), et le travail de grains (-6,7%).

L'industrie du lait a connu, quant à elle, un recul de 2,1%. Les mines et carrières ont enregistré une baisse de 4,1% après deux hausses consécutives au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 et au 1<sup>er</sup> trimestre 2016. Cette situation est due au recul de l'extraction de la pierre argile et sable (-8,4%). Dans cette même branche, l'extraction de minerai de phosphate a marqué une bonne performance avec une progression de 22,6%. L'extraction du minerai des matières minérales a enregistré un taux remarquable de 22,5%. Après une bonne relance affichée au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (+4,2%), la production des Ismme a enregistré une variation de -3,5% au 2<sup>ème</sup> trimestre.

R. N.

Lutte contre la criminalité

# La gendarmerie multiplie les opérations coup de poing

Un total de 8 362 affaires ont été traitées et abouti à l'arrestation de 7 569 personnes dont 1 112 ont été écroués, a indiqué, dimanche à Alger, un responsable de la Gendarmerie nationale.

La majeure partie des affaires traitées concerne les crimes de droit commun, avec un taux de 56%, en baisse de 11% par rapport à la même période de l'année passée, a précisé le directeur de la prévention et de la sécurité publique au sein du commandement de la Gendarmerie nationale, le lieutenant-colonel Ahmed Atiyaa, lors d'un point de presse d'évaluation du plan Delphine de l'année 2016.

La criminalité organisée constitue 11% de l'ensemble des affaires traitées, dont la majeure concerne

le trafic de drogue où 410 affaires ont été traitées et qui ont abouti à la saisie de 7,4 tonnes de kif traité et 26 096 comprimés de psychotropes. «L'action préventive de proximité adoptée par les dispositifs de la Gendarmerie nationale, déployés dans le cadre de la mise en œuvre du plan Delphine 2016, a contribué, comme chaque année, d'une manière significative à conforter le sentiment de sécurité chez les citoyens par un maillage sécuritaire étoffé et une prise en charge effective des préoccupations des estivants», a souligné le lieutenant-colonel Ahmed Atiyaa.

Concernant la contrebande de carburant, 187 affaires ont été traitées suite auxquelles 77 742 litres de carburants ont été saisis, contre 418 affaires traitées en 2015, ce qui constitue, une baisse de 55%.

S'agissant de la lutte contre l'immigration clandestine, 93 affaires ont été traitées grâce auxquelles 239 ressortissants africains ont été arrêtés dont neuf ont été écroués, a indiqué le même responsable, ajoutant que la majorité des immigrés clandestins étaient de nationalités malienne, nigérienne et marocaine. Le nombre des affaires traitées a enregistré une baisse de 47% par rapport à l'année écoulée où 174 affaires ont été traitées. Pour les crimes constatés au registre des lois spéciales, il a été enregistré 976 affaires qui se sont soldées par l'arrestation de 1 134 personnes dont 57 ont été placées sous mandat de dépôt, ce qui représente une hausse de 34% par rapport à la même période de l'année écoulée (727 affaires). A propos des

descentes ou opérations coup de poing dans les fiefs de la criminalité, les unités de la Gendarmerie nationale ont exécuté 1 656 descentes à travers le territoire des wilayas côtières lors desquelles, 287 777 personnes ont été identifiées ainsi que 101 132 véhicules avec l'arrestation de 419 personnes et la saisie de six véhicules recherchés, ce qui représente une augmentation de 220% par rapport à la même période de l'année précédente (518 opérations).

La majorité des personnes appréhendées étaient recherchées suivant des mandats de justice, consommation de drogue, psychotropes et détention d'armes blanches. Pour le lieutenant-colonel Ahmed Atiyaa, la réadaptation des dispositifs déployés pour sécuriser la saison estivale 2016, tra-

duite par des plans d'action judiciaires, ciblant notamment les foyers de délinquances, avait permis de réaliser des «résultats probants», en matière de lutte contre la criminalité «sous toutes ces formes» et de sécuriser «davantage» l'environnement et les voies de communication.

Concernant le numéro vert, le 10 55, les unités de la Gendarmerie nationale ont reçu 329 948 communications, en baisse de 8% par rapport à la saison précédente.

L'exploitation des communications a permis d'intervenir sur le terrain dans 15 498 cas dont 4 966 cas relatifs à des menaces directes contre les personnes et les biens, qui ont conduit à l'interpellation, en flagrant délit, de 203 personnes.

R. N.



Préparatifs des élections législatives

# Saâdani s'engage à lutter contre «chkara»

**Le secrétaire général du Front de libération nationale fait son retour sur la scène politique nationale après une absence de plusieurs mois. Répondant aux questions de journalistes en marge d'une réunion du Bureau politique du parti, Saâdani s'est voulu apaisant quant aux prochaines élections législatives.**



Par M. A. Chabane

**L**e SG du vieux parti a ainsi affirmé que son parti «n'acceptera aucune confusion entre le monde des finances et celui de la politique», soulignant que le FLN «s'engage à lutter contre les anciennes pratiques et le clientélisme «chkara» lors des prochaines élections».

Le FLN s'est aussi félicité de l'engagement des militantes et des militants du parti en faveur des prochaines échéances électorales saluant «leur souci de préserver l'image du parti». Il les a exhortés à se mobiliser pour concrétiser les résolutions du 10<sup>e</sup> congrès du parti.

Pour Saâdani, l'Algérie «qui a dépassé la phase de transition, a

une justice responsable et indépendante, une information libre et un citoyen respecté et respectable». Il a également réitéré son opposition à un gouvernement de technocrates. «Dans tous les pays, le gouvernement est issu des partis politiques. Le gouvernement doit émailler des partis», a-t-il déclaré, laissant entendre que le FLN est sûr quant aux bons résultats à réaliser à la prochaine échéance, ce qui devrait lui ouvrir très grandes les portes de l'Exécutif. Par ailleurs, dans un communiqué sanctionnant cette réunion du Bureau politique, le FLN a appelé ses groupes parlementaires dans les deux chambres du Parlement à une mobilisation plus accrue pour la réussite des projets de loi dans le cadre des réformes initiées par le

Président de la République. Le Bureau politique s'est dit, par ailleurs, satisfait «des résultats importants» réalisés par le Forum international de l'énergie d'Alger, le qualifiant «d'acquis diplomatique qui témoigne de la crédibilité et de la renommée internationale de l'Algérie, sous la direction éclairée du Président Abdelaziz Bouteflika», appelant à la valorisation de cet acquis «pour promouvoir l'image de l'Algérie au niveau international». Par la même occasion, le parti FLN a réaffirmé son «soutien total» aux efforts du Président Bouteflika dans tous les domaines, appelant «toutes les bonnes volontés à accompagner son programme pour servir l'intérêt général». Il a également salué «l'attachement du Président de la République à

ce que des efforts colossaux soient consentis pour prémunir le pays contre toute menace et préserver les acquis de la nation en dépit de la conjoncture économique difficile». Le Bureau politique du FLN a rendu hommage à l'Armée nationale populaire (ANP) héritière de l'Armée de libération nationale (ALN) et tous les corps de sécurité «pour les résultats concrétisés dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité, louant leur dévouement dans la protection du pays et des citoyens». Le vieux parti a, par ailleurs, considéré que les déclarations officielles et informelles des responsables français par rapport aux affaires algériennes étaient «inacceptables et contraires aux principes convenus par les deux pays». **M. A. C.**

## Ain Salah Des citoyens manifestent contre la hausse des tarifs d'électricité

Par Rachid Chihab

La hausse de la taxe sur la consommation électrique décidée par le gouvernement dans le cadre de la loi de finances 2016 continue de faire des mécontents. Après les citoyens des villes et communes de la wilaya d'El Oued qui ont manifesté tout au long de la semaine dernière leur colère contre cette hausse, c'est au tour de ceux d'Ain Salah dans la wilaya de Tamanrasset de leur emboîter le pas. Répondant à des appels à la mobilisation populaires contre la hausse des prix de l'électricité lancés sur les réseaux sociaux, des dizaines de personnes (des pères de familles en général) se sont rassemblés durant la journée d'hier, devant le siège de la daïra d'Ain Salah pour dénoncer cette hausse des prix de l'électricité et demander aux pouvoirs publics de revenir aux prix pratiqués avant janvier 2016, indique une source locale.

Les factures à la main, les manifestants ont essayé d'attirer l'attention des autorités locales sur la charge supplémentaire causée par la nouvelle tarification. Certains ont même osé poster leurs factures d'électricité sur les réseaux sociaux. Des factures qui dépassent les 10 000 DA. Les manifestants estiment que la tarification actuelle de l'électricité est une punition pour eux puisque la saison de grandes chaleurs dure dans cette région près de six mois. Du coup, il est impossible de ne pas s'équiper d'un climatiseur. Présent sur place, les services de sécurité se sont contentés de suivre le déroulement de la manifestation. La wali délégué a fini par recevoir une délégation des protestataires, indique une source locale qui précise que ce dernier s'est engagé à transmettre leur doléances aux hautes autorités du pays et de leur rendre la réponse au cours des prochains jours. Une réaction qui n'a pas pu calmer les esprits des protestataires puisqu'un nouveau appel pour l'organisation manifestation aujourd'hui dans la même ville a été lancé hier, vers la fin de l'après-midi sur les réseaux sociaux.

R. C.

À partir de la prochaine année scolaire

# Tamazight dans des classes d'alphabétisation de toutes les wilayas

**L**a langue amazighe sera enseignée dans les classes d'alphabétisation pour adultes dans toutes les wilayas du pays à partir de la prochaine année scolaire (2017-2018) selon le secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad.

Cette démarche, indique l'orateur, s'inscrivait dans le cadre de l'accord conclu entre le HCA et le ministère de l'Éducation nationale ayant permis le lancement, en 2015, en coordination avec l'association Iqraâ, de classes d'alphabétisation pour adultes dans neuf wilayas.

Un séminaire national sur la généralisation de tamazight dans les classes d'alphabétisation pour adultes sera organisé à Blida, à la fin octobre, en coordination avec l'Office national d'alphabétisation dans le cadre de l'accord conclu entre le secteur de l'éducation et le HCA, en sus de l'organisation d'ateliers de formation au profit des enseignants de tamazight.

La promotion de la langue et de la culture amazighes est «vitale» dans le processus de développement de la société, a affirmé le SG du HCE, précisant que l'officialisation de tamazight en langue nationale lors du dernier amende-

ment constitutionnel en février dernier, est un «acquis important» qui renforce l'unité et la cohésion sociale.

Il a précisé, dans ce contexte, que ses services mobiliseront tous les moyens en vue de promouvoir et de développer la langue amazighe dans le domaine de la recherche scientifique et de publication dans le cadre des dispositions de la Constitution.

Il a salué, dans ce sens, les efforts considérables déployés par le ministère de l'Éducation nationale pour promouvoir la langue amazighe. L'affectation des postes budgétaires a, en

effet, considérablement évoluée atteignant cette année 506 postes par rapport l'année dernière (205 postes), a-t-il ajouté.

Le secrétaire général du HCA a annoncé qu'un projet ambitieux a été lancé avec l'APS qui a mis en place «un kiosque numérique multimédia». Le projet propose, outre la formation des journalistes d'expression amazighe, des contenus en tamazight et une information institutionnelle et ce, dans le cadre du partenariat conclu entre les deux institutions depuis 2015, sachant que l'APS dispose d'un site Web en tamazight.

Il a appelé sur les ondes de la radio locale tous les acteurs de la société civile dans cette wilaya à participer aux nombreuses manifestations organisées par le HCA en contribuant avec des publications en tamasheq afin de concrétiser des projets d'impression de dictionnaires dans cette langue.

Le HCA participera avec 37 nouveaux titres à la 21<sup>e</sup> édition du Salon international du livre qui se tiendra du 27 octobre au 6 novembre prochain, a indiqué M. Assad, précisant qu'il s'agit d'ouvrages d'auteurs algériens écrits en arabe et en français et traduits en tamazight.

T. A.

Faïz El Serraj à Alger

# L'espoir du retour à la paix

Alors que la tension demeure tendue, notamment à Syrte où les combats contre Daech se poursuivent, le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'entente nationale de Libye, Faïz Serradj, est depuis hier à Alger pour tenter de faire avancer «la solution politique», prônée par l'Algérie.



Par Sofiane Aït Mohamed

**A** son arrivée, hier à Alger, il a salué le rôle de l'Algérie et son soutien constant à la Libye. «Nous saluons le rôle de l'Algérie et son soutien constant à la Libye au cours des dernières décennies», a dit M. Serradj dans une déclaration à la presse, affirmant que les relations entre les deux pays sont «étroites». Rappelant que sa visite en Algérie, «son deuxième pays» intervient à l'invitation du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, le président du Conseil présidentiel libyen a souligné qu'il s'agit d'une visite de «concertation» sur la situation dans

son pays, souhaitant qu'elle aboutisse à des résultats «positifs». «Nous souhaitons prospérité, paix et sécurité aux deux pays», a-t-il ajouté. Le responsable libyen a été accueilli à l'aéroport international Houari-Boumediène par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, et le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui. Le président du Conseil présidentiel libyen s'entretiendra, au cours de son séjour, avec les responsables algériens autour des derniers développements de la situa-

tion et les efforts en cours dans le cadre du règlement politique de la crise en Libye. Cette visite sera aussi l'occasion de réaffirmer la position de l'Algérie en faveur du processus de paix engagé dans ce pays et privilégiant la solution politique, le dialogue inclusif et la réconciliation nationale dans le cadre du respect de la souveraineté nationale. Mais sur le terrain, la situation demeure instable avec la poursuite, notamment des combats contre Daech. Avant-hier, huit soldats des forces loyalistes et au moins 10 terroristes ont été tués dans des combats à Syrte, bastion de daech que tente de reprendre depuis cinq mois le gouvernement libyen

d'union nationale. «Nos forces progressent» dans le quartier où se sont retranchés les derniers éléments de Daech et ont combattu un groupe «qui tentait de fuir» la ville, ont indiqué les forces progouvernementales dans un communiqué. «Au moins 10 cadavres» de terroristes ont été trouvés, ont-elles ajouté. Dans les rangs des forces du gouvernement d'union nationale (GNA), huit soldats ont trouvé la mort, selon la page Facebook de l'hôpital de campagne installé par ces forces à Syrte. 24 combattants pro-GNA, blessés dans les affrontements dimanche, ont été admis à l'hôpital de Misrata, une ville située à mi-chemin entre Syrte et Tripoli où se trouve le commandement de ces forces. Hier, les forces du gouvernement libyen d'union nationale ont affirmé avoir tué dimanche, 80 terroristes au cours de leur offensive. «Les commandants des unités au front ont recensé pas moins de 55 cadavres de (terroristes) tués alors qu'ils tentaient sans succès de prendre de court les lignes arrières (des forces loyalistes), en plus de 25 autres corps» découverts dans la ville, ont indiqué les forces pro-GNA dans un communiqué. Ce bilan n'était pas vérifiable de source indépendante. Les forces progouvernementales, dont huit soldats ont été tués et 57 blessés dans les seuls combats de dimanche, ont indiqué avoir pris de nombreux véhicules, armes et munitions aux terroristes. La visite de Serraj en Algérie s'inscrit dans le cadre de la relance du processus de paix. **S.A.M.**

Au mois de septembre

## Huit terroristes éliminés par l'armée

Les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) ont réussi en septembre dernier à abattre huit terroristes et à arrêter neuf éléments de soutien de groupes terroristes, tandis que quatre autres terroristes se sont rendus, selon un bilan de l'ANP publié dimanche.

Ces opérations ont permis la destruction de 38 caches et la récupération de 10 armes kalachnikov, 29 fusils de différents types, 14 chargeurs, 688 cartouches, 53 bombes artisanales et quatre mines artisanales.

Par ailleurs, les éléments de l'ANP ont réussi le mois dernier à arrêter 319 trafiquants, 67 criminels et 820 migrants clandestins, selon la même source.

Il s'agit également de la saisie de 49 quintaux de kif traité, 1 kg de cocaïne et 16 889 psychotropes.

Durant la même période, ils ont également réussi à déjouer plusieurs opérations de contrebande de carburants (189 517 litres), outre la saisie de 317 tonnes de produits alimentaires et la restitution de 98 détecteurs de métaux, 118 véhicules, tout type confondu et 104 générateurs, a précisé le même bilan.

Par ailleurs, un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant de la 6e Région militaire à Tamanrasset a découvert dimanche, près des frontières, une cache contenant un important lot d'armements et de munitions, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'ANP relevant de la 6e Région militaire à Tamanrasset a découvert près des frontières, le 2 octobre 2016, une cache contenant un important lot d'armements (33 pièces) et de munitions», a précisé la même source.

Concernant l'armement, il s'agit de trois mitrailleuses lourdes de type Dictariov, d'une mitrailleuse de type PKT, de deux fusils mitrailleurs de type RPK, de quatre pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, de 14 fusils semi-automatiques de type Simonov, d'un fusil mitrailleur de type M16, de sept fusils à répétition et d'un pistolet automatique de type Makarov, a ajouté la même source.

Pour les munitions, il s'agit de 12 grenades, de 10 roquettes pour RPG7, de 10 obus pour mortier 82 mm, de 13 fusées d'obus pour mortiers, plus neuf charges propulsives et deux mèches, de sept chargeurs pour munitions de différents types, ainsi que 7 002 balles de différents calibres, a noté la même source.

H. O.

Selon l'ONG suisse IRIN

# L'Algérie «immunisée» contre les stratégies de Daech

Par Amine Bensafi

**L'**ONG suisse IRIN vient de publier un rapport constatant le très faible impact des stratégies de recrutement de l'Etat islamique, creusant le contraste entre l'Algérie et des pays voisins comme la Tunisie et la Libye.

«En effet, malgré sa proximité géographique avec des régions vulnérables à l'extrémisme et son passé mouvementé, l'Algérie, sur la rive sud de la Méditerranée, semble moins sensible aux stratégies de recrutement des groupes extrémistes que de nombreux autres pays, y compris le Maroc et la Tunisie, ses voisins immédiats», souligne le rapport qui estime que l'Algérie est «un pays musulman qui se démarque des autres», dans un contexte où le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique recrute ses combattants dans le monde entier. Cela peut sembler «surprenant» à première vue, selon la même source, car l'Algérie, le plus grand pays

d'Afrique, est «un territoire qui accueille quelque 40 millions de personnes et qui connaît bien l'extrémisme». Le rapport rappelle, en effet, que «quand l'Union soviétique a envahi l'Afghanistan en 1979, les Algériens ont été parmi les premiers à rejoindre les groupes de moudjahidine nouvellement formés». Puis, durant «la décennie noire» des années 1990, les groupes terroristes activaient à peu près partout dans le pays. Et, 15 ans plus tard, «le radicalisme ne semble pas exercer un fort attrait sur les Algériens». Certes, reconnaît IRIN, un attentat spectaculaire pourrait évidemment survenir demain, mais «l'Algérie n'a pas beaucoup contribué à grossir les rangs de l'EI comparativement à plusieurs autres pays de l'Afrique du Nord». Empruntant la voix des chiffres, le rapport révèle, par exemple, que la Tunisie, un pays voisin de l'Algérie qui est beaucoup plus petit, arrive en tête de liste. Entre 6 000 et 7 000 ressortissants tunisiens auraient ainsi été recrutés par des groupes

extrémistes (principalement Daech) en Syrie et en Irak. Les combattants originaires du Maroc seraient quant à eux entre 1 200 et 1 500, contre environ 200 natifs d'Algérie. Le document cite Mme Dalia Ghanem-Yazbeck, une universitaire algérienne invitée au Centre Carnegie pour le Moyen-Orient, et qui a passé les 10 dernières années à étudier la radicalisation, et qui se dit malgré tout «étonnée en voyant les chiffres». «Comment se fait-il qu'il y ait plus de recrues tunisiennes que de recrues algériennes alors que la Tunisie est le pays qui s'est le mieux sortie du printemps arabe?», s'interroge cette dernière. Pour cette chercheuse, la principale explication est sans doute à chercher du côté des séquelles du conflit algérien. L'expérience de l'extrémisme est encore bien présente dans la mémoire collective du pays et elle fonctionne comme une forme de dissuasion psychologique, estime-t-elle. «La guerre a été un traumatisme important pour la population algérienne», a

expliqué Mme Ghanem-Yazbeck. «Les gens ont encore peur et ils ne veulent pas que cela se reproduise. Les images qui nous arrivent aujourd'hui de la Libye et de la Syrie sont des rappels quotidiens de ce que des millions d'Algériens ont vécu». Le rapport rappelle néanmoins qu'un certain nombre d'incidents ont eu lieu au cours des dernières années, notamment la prise d'otages mortelle sur le site gazier de In Aménas en 2013 et l'assassinat d'un touriste français par un groupe affilié à Daech survenu dans le nord du pays en 2014, tandis que la branche régionale d'Al Qaïda, Aqmi conserve son statut et sa réputation. Mais l'EI a cependant eu «moins de succès qu'ailleurs». Jund al-Khalifa, le groupe responsable de l'assassinat du touriste français, a été éliminé moins de trois mois après le meurtre et le groupe qui l'a remplacé a subi le même sort en l'espace de quelques jours. D'après Mme Ghanem-Yazbeck, cela s'explique en partie par l'investissement mas-

sif de l'Algérie dans ses forces de sécurité. «Contrôler ce vaste territoire est une tâche ardue, surtout qu'une grande partie est couverte par un désert, largement inhabité, et qu'il partage de longues frontières avec des pays comme le Mali et la Libye. L'Etat y consacre cependant une grande quantité de ressources», est-il souligné. D'une manière globale, IRIN indique que les années de conflit ont permis au gouvernement d'acquiescer «une précieuse expertise pour prévenir la montée de l'extrémisme». Le gouvernement a étendu son contrôle à la sphère religieuse algérienne. «Dans les années 1990, le gouvernement a chassé les prédicateurs radicaux des mosquées et il exerce toujours son contrôle sur ces lieux de culte. Un syndicat national d'imams a été créé en 2013 pour servir de rempart contre les idées religieuses importées. «On prévoit également de mettre sur pied un programme universitaire pour la formation des imams», est-il rappelé.

A. B.



Quels moteurs pour le nouveau modèle de croissance ?

# Mettre l'entreprise au cœur de l'économie

Trois mois après l'adoption du nouveau Code des investissements (loi n°16-09 relative à la promotion de l'investissement, publiée dans le *Journal officiel* du 3 août dernier), les repères ne sont pas encore bien fixés quant à la meilleure démarche à adopter pour mettre en œuvre ce que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, appelle le «nouveau modèle de croissance».



Par Saâd Taferka

Dans moins de deux semaines (le 17 octobre 2016), l'emprunt obligataire - appelé officiellement «Emprunt national pour la croissance économique», lancé en avril dernier pour financer les programmes d'équipement que le budget de l'Etat ne peut plus prendre en charge, aura bouclé le délai de six mois qui lui est attribué. Les résultats, d'après ce qui a été annoncé en juillet dernier par le Premier ministre, étaient une collecte de 462 milliards de dinars, auxquels devaient s'ajouter 150 milliards de dinars promis par des patrons ayant participé au téléthon organisé par le Forum des chefs d'entreprises (FCE). Cependant, ce dernier montant n'est pas garanti dans sa totalité. Le président de cette organisation patronale, Ali Haddad, a eu même eu à rappeler par écrit les patrons qui avaient tardé à concrétiser leurs promesses, pour aller virer les sommes convenues.

Cependant, les analystes s'accordent à dire que cet emprunt ne pourra jamais remplacer les recettes perdues des revenus pétroliers. Conscient de cette réalité, le gouvernement a montré une prudence extrême dans le lancement de nouveaux programmes de développement. Des milliers de projets d'équipements publics demeurent, à ce jour, gelés. D'où, d'ailleurs, un début d'impatience de certaines populations qui attendaient des raccordements en gaz, des ouvertures ou aménagement de routes, la construction d'hôpitaux, etc...

Les mesures prises jusqu'ici dans le cadre de ce qui est appelé la rationalisation des dépenses - particulièrement dans le cadre de la Loi de finances 2016 - n'ont pas suffi à redresser la balance des comptes publics. Le déficit commercial attendu pour la fin de l'année en cours, sera d'au moins 30 milliards de dollars, et le reliquat des réserves descendra probablement à 115 milliards de dollars.

En l'absence de solutions alternatives immédiates, le gouvernement sera amené à serrer le jeu avec la Loi de finances 2017, qui sera débattue dans les prochaines semaines au niveau de l'Assemblée populaire nationale. On verra sans doute les taxes, grevant certains produits, partir à la hausse, comme on peut s'attendre à des réajustements fiscaux de façon à renflouer au maximum le budget de l'Etat.

## Résistances au changement

Les engagements pris par le gouvernement pour une véritable relance économique, sous le label du «nouveau modèle» de croissance, tardent à malheureusement à être honorés, malgré l'adoption du nouveau code des investissements en juillet dernier. C'est que, comme le reconnaissent certains analystes, les résistances rentières sont encore à l'œuvre.

À l'occasion de l'université d'été du parti Mouvement populaire algérien (MPA), des experts en économie ont appelé, samedi dernier, à «la nécessité d'améliorer l'attractivité du climat des affaires, bannir les pratiques bureaucratiques et promouvoir les moteurs alternatifs de la croissance économique». Mustapha Mekidèche dira, à ce propos, qu'il «faut recourir aux nouveaux moteurs de croissance, car même avec un baril à 80 dollars, il est difficile de sortir de la crise». Le Forum des chefs d'entreprises (FCE), par la voix de son vice-président, Salaheddine Abdsamed, soutient que «le vrai défi que l'Algérie doit relever est l'emploi, car à l'horizon 2030, le pays comptera 50 millions habitants, dont 50% auront entre 24 et 64 ans avec un million d'universitaires». Il ajoutera que l'économie algérienne, «est capable de faire face à ce défi, à la seule condition de booster la création d'entreprises et de mettre cette dernière au cœur de l'économie».

Toute la politique de l'entreprise de production est tributaire des possibilités d'évolution de cette dernière dans un environnement favorable sur les plans administratif, bancaire, fiscal, foncier, etc... C'est pourquoi, le représentant du FCE a plaidé pour l'amélioration du climat des affaires, en estimant que la question du foncier «demeure problématique», malgré la décision des pouvoirs publics prise en 2015 de décentraliser la gestion du dossier au niveau des walis.

## Entreprises de production : un environnement peu favorable

Ainsi, après plusieurs années passées à développer le thème de l'amélioration du climat des affaires, particulièrement à la faveur des différentes triparties et du Pacte économique et social, le sujet demeure presque au point de départ. Ce débat a pourtant

connu, deux années avant la survenue de la crise des prix du pétrole, une ferveur et même une vision fort intéressantes, après qu'il eût été confiné, durant des années, dans la lecture pathétique ou décevante des rapports Doing business, publiés régulièrement par la Banque mondiale, et sur la grille de laquelle notre pays ne cesse de dégringoler d'année en année. Lorsque, en 2012, un comité d'experts a été installé au ministère de l'Industrie pour plancher sur le climat des affaires - concernant aussi bien l'entreprise algérienne, publique et privée, que les investissements directs étrangers (IDE) dans la sphère hors hydrocarbures - l'air semblait être à la grande réflexion sur la manière de sortir de ce marasme qui rend les chances de l'économie algérienne de s'ouvrir sur d'autres secteurs créateurs de richesses et d'emplois, en dehors de la sphère des hydrocarbures, de plus en plus hypothétiques.

La peu enviable place que prend l'Algérie dans l'échelle établie par la Banque mondiale pour le climat des affaires, est clairement due à tous les obstacles qui se sont dressés, et qui continuent à se dresser, non seulement devant les candidats étrangers à l'acte d'investissement, mais également devant les opérateurs nationaux portés sur la fructification de leurs capitaux. L'Algérie dispose d'une surface financière (réserves de change) que lui envie beaucoup de pays. Même avec la crise actuelle, ces réserves se situent à plus de cent milliards de dollars.

Néanmoins, les experts nationaux et des institutions internationales ne manquent pas de faire observer que l'Algérie n'a malheureusement que ce «trophée» à exhiber et qui, sans l'accompagnement managérial et de bonne gouvernance, il devient incapable de faire fonctionner la «machine» économique, c'est-à-dire construire une stratégie d'investissements nationaux ou étrangers à même de consacrer la diversification de notre économie et de limiter sa dépendance par rapport aux recettes en hydrocarbures.

Pis encore, sans la mise en place d'alternatives viables visant à diversifier les investissements productifs - en embrassant les secteurs les plus potentiellement porteurs, comme l'agriculture, le tourisme, l'agroalimentaire, les industries de la transformation, le secteur des mines, et les nouvelles technologies de l'information et de la communi-

cation - les réserves de change s'effondreront en l'espace de deux ans. Les espoirs suscités par la dernière réunion de l'Opep à Alger sur un relèvement des prix du pétrole ne doivent pas être surestimés, ni mis à profit pour mettre un «bémol» sur les efforts de diversification économique. Les projections les plus optimistes ne prêtent pas au baril plus de 60 dollars tout au long de l'année 2017, soit moins de la moitié du prix enregistré en juin 2014.

Dans la conjoncture actuelle, où se conjugue les conséquences de la crise des revenus pétroliers et l'héritage des errements de la gouvernance économique issus de la période de l'embellie financière, l'Algérie est condamnée à s'ouvrir sur d'autres sources budgétaires que celles des hydrocarbures. Elles ne peuvent provenir que des entreprises de production investissant dans les secteurs qui «durent» et dont l'Algérie regorge. Les entreprises étrangères appelées à investir en Algérie attendent, elles aussi, que l'environnement général de l'investissement s'améliore et se mette au niveau des défis de l'heure.

## S'ouvrir de façon offensive sur les IDE

Actuellement, les investissements directs étrangers demeurent trop faibles, en comparaison des créneaux porteurs qui attendent d'être explorés et exploités. Des IDE de moins de deux milliards de dollars par an, cela dénote un déficit d'engouement des plus pénalisants, dont les raisons principales résident dans le peu encourageant climat des affaires (administration, foncier, fiscalité, banques, procédure de partenariat, corruption...).

Lors de la préparation de la nouvelle loi sur l'investissement, le gouvernement a reconnu officiellement que les anciennes règles, adoptées dans le cadre de la Loi de finances complémentaire 2009 pour encadrer les investissements en Algérie, étaient dépassées. Il a été écrit dans l'avant-projet de cette loi que ces règles avaient procédé d'«une bonne intention», mais, se sont révélées inapplicables, tout en produisant sur les investisseurs un effet dissuasif.

L'on se souvient du débat houleux soulevé, par la suite, par les propositions portant sur la suppression de la règle 51/49 % de l'actionariat imposée aux partenaires étrangers, et de la controverse sur le principe du droit de préemption qui doit exercer l'Etat dans les transactions d'actifs des entreprises. Ces deux règles ont été enlevées du texte de la loi portant code des investissements, pour être versés dans les Lois de finances annuelles. Depuis son instauration en 2009, la règle de 51/49 %, qui oblige les candidats étrangers à l'investissement dans notre pays à s'associer à un partenaire algérien selon cette répartition des actions, n'a pas été publiquement ou foncièrement remise en cause, mais elle a fait grincer des dents et a même dissuadé certains investisseurs de s'avancer sur le terrain algérien. Pourtant, la crise financière internationale, qui avait durement affecté les économies des pays industrialisés à partir de 2008, a été à l'origine de milliers de délocalisations que l'Algérie aurait pu attirer et faire installer sur son territoire. Ces délocalisations ont, pour la plupart, choisi les pays d'Asie où l'acte d'investir est encouragé par un encadrement adéquat sur les plans institutionnel et juridique.

Le redressement des équilibres budgétaires, la sécurisation de l'économie nationale et les perspectives de croissance durable et de développement humain passent inéluctablement par la fin de la dépendance par rapport à la rente des hydrocarbures et l'ouverture sur l'ensemble des autres des potentialités nationales en matière d'investissement, y compris les secteurs les plus innovants, comme les Ntic et les énergies renouvelables.

S.T.



Saison 2015-2016

# Baisse de la production céréalière

**Le directeur de la régulation et du développement de la production céréalière au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Oumari Chérif, a indiqué hier que la production céréalière de l'Algérie pour la saison 2015-2016 avait baissé à 34 millions de quintaux contre 37 millions de quintaux lors de la saison 2014-2015.**



Les quantités de céréales récoltées jusqu'au 27 septembre écoulé ont atteint 34,110 millions de quintaux, une moisson en recul de 9% par rapport à celle de l'année précédente, a fait savoir M. Oumari pour qui ce taux constitue une avancée par rapport à la baisse de 11% annoncé par le ministre de l'agriculture en août.

Cette différence est appelée, selon le même responsable, à se réduire sensiblement après la collecte finale des récoltes fin octobre courant.

Les quantités de céréales collectées sont réparties entre plus de 20 millions de quintaux de blé dur, 5 millions de quintaux de blé tendre, plus de 9 millions de quintaux d'orge et 750 000 quintaux d'avoine, a-t-il expliqué. La moyenne de rentabilité pour la saison 2015-2016 est estimée à 16 quintaux par hectare a encore fait savoir M. Oumari, le responsable, rappelant que la présente saison agricole a été affectée par les intempéries qui ont frappé la wilaya de Tiaret, pôle

d'excellence de la céréaliculture.

Outre la sécheresse, la saison a été marquée par des chutes de grêle sur les superficies agricoles notamment elles destinées à la céréaliculture. Le gel également a sérieusement affecté les cultures.

Une seule nuit de gel, celle enregistrée le 3 mai, a été à l'origine d'une baisse sensible de la production dans les wilaya de l'ouest notamment à Tiaret, a-t-il étayé, ajoutant que les incendies étaient aussi responsable, dans une mesure moindre, du recul du rendement.

Les services du ministère s'emploient selon M. Oumari à constituer un stock important de superficie consacrées à la céréaliculture dans le cadre d'un programme de résorption de la jachère.

Le programme porte sur l'extension des périmètres irrigués estimés actuellement à 200 000 ha pour atteindre, à l'horizon 2019, l'objectif des 600 000 ha de superficies irriguées dans le cadre du programme du Président de la République.

L'intensification de la production céréalière par le biais de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) qui s'attelle actuellement à assurer la consolidation de la mécanisation de l'agriculture, l'amélioration des semences et la disponibilité des engrais.

Les coopératives agricoles contribuent à travers le guichet unique à faciliter l'accès aux crédits et aux assurances. Les wilayas de l'est ont enregistré cette année les meilleurs taux de production de céréales contribuant à l'amélioration du rendement nonobstant les pertes accusées dans les wilaya du Sud. Les principales sont Sétif (3,2 millions de quintaux), Mila (2,7 millions de quintaux), Guelma (2,18 millions de quintaux), Souk Ahras (2,115 millions quintaux) et Constantine (2 millions de quintaux).

Nous avons une marge de manoeuvre pour améliorer le rendement à l'hectare grâce au stock de productivité que nous nous employons à mettre en place en vue d'un exploitation optimale des ressources naturelles et humaines, a soutenu M. Oumari

selon lequel le ministère entend consacrer 3,5 millions d'hectares à la céréaliculture lors de la campagne de labours-semences 2016-2017 qui sera officiellement lancée samedi prochain.

Dans cette perspective, 3,5 millions de quintaux de semences agrées et 2,5 millions de quintaux d'engrais phosphatés et azotés ont été mis à la disposition des coopératives de céréaliculteurs au niveau national. Des guichets uniques sont mis au service des agriculteurs depuis le 17 juillet dernier, a-t-il poursuivi.

Reda A.

## Groupe Bali Ambitionne de participer «fortement» à la croissance économique

Le groupe privé Bali ambitionne de participer «fortement» à la réalisation du plan économique national tracé par le gouvernement notamment dans les domaines de l'agriculture et du tourisme via la réalisation de «gros investissements» à Bouira et dans d'autres wilayas du pays, a fait savoir dimanche son président, Ali Bali.

«Depuis sa création en 2002, notre groupe ne cesse de développer et de diversifier ses activités, avec un intérêt particulier pour le secteur agricole, par la valorisation des terres avec des cultures intensives diversifiées et la création d'unités de production avicole», a indiqué M. Bali, qui présentait devant la presse un exposé sur ses projets actuels et à venir.

Spécialisé également dans le domaine de la promotion immobilière et de l'hôtellerie, le groupe Bali projette de réaliser de «gros inves» notamment dans le domaine agricole, dont un complexe avicole ultra moderne et conçu selon des normes européennes en matière de production et de protection de l'environnement, a-t-il dit à la presse, lors d'une visite guidée à un complexe avicole située à El Hachimia (sud de Bouira).

«L'agriculture est l'avenir de l'économie nationale, nous sommes en train de travailler pour booster l'économie nationale en réalisant ce complexe avicole d'une capacité dans un premier temps de 455 000 poules pondeuses par jour, dont la mise en service est prévue d'ici à janvier, a-t-il expliqué.

La capacité de production d'oeufs sera augmentée avec la réalisation d'ici à juin 2017 d'une seconde unité pour l'apporter jusqu'à un million d'oeufs par jour. «Une fois, la troisième phase du projet finalisée, la production atteindra le 1,5 million d'oeufs/jour, avec l'objectif de couvrir suffisamment les besoins du marché national et penser par la suite à l'exportation», a ajouté M. Bali.

Ce complexe avicole sera composé d'une unité de production et de conditionnement d'œufs, d'une poussinière de 250 000 unités, de lignes de production d'ovo produits (transformation de l'œuf à l'état liquide), ainsi que d'unités de production de viande blanche (poulet de chair) et d'une unité d'abattage de volaille. Selon les explications fournies sur place, ce projet prévoit de créer près de 200 emplois directs et une centaine autres postes indirects pour les jeunes de la région.

R. N.

Selon un rapport de la Banque mondiale

## La pauvreté recule, les inégalités persistent

La pauvreté continue de refluer dans le monde malgré une économie mondiale léthargique, mais les inégalités persistent compromettant la réalisation de l'objectif visant à mettre fin à la pauvreté d'ici à 2030, selon un rapport publié dimanche par la Banque mondiale (BM).

«Pratiquement 800 millions d'individus vivaient avec moins de 1,90 dollar par jour en 2013, soit environ 100 millions de personnes de moins qu'en 2012», précise ce premier rapport d'une nouvelle série d'études de la BM intitulée «Pauvreté et prospérité partagée», destinée à rendre compte des estimations et tendances de la pauvreté dans le monde.

Ces avancées s'expliquent surtout par les performances réalisées par l'Asie de l'Est pacifique, notamment la Chine, l'Indonésie et l'Inde sur le front de l'extrême pauvreté, souligne l'étude de la BM.

Désormais, la moitié des individus extrêmement pauvres vivent en Afrique subsaharienne et un tiers en Asie du Sud.

Dans 60 des 83 pays couverts par ce nouveau rapport, le revenu moyen des 40% les plus pauvres de la population a augmenté entre 2008 et 2013, malgré la crise financière. Un résultat significatif puisque ces pays représentent 67% de la population mondiale, relève la BM.

«S'il est remarquable que des pays aient continué de réduire la pauvreté et d'accroître le partage de la prospérité dans un contexte économique mondial pourtant défavorable, le nombre de personnes privées d'un revenu décent reste néanmoins bien trop important», souligne Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque mondiale, cité dans le communiqué de la BM. «A moins de parvenir à relancer la croissance mondiale et à réduire les inégalités, nous risquons de rater l'objectif que la Banque mondiale s'est fixé : mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030», avertit cette institution financière internationale. La croissance doit profiter aux plus pauvres en mettant fin aux fortes inégalités, surtout dans les pays qui concentrent un grand nombre de pauvres, recommande la BM. Le niveau d'inégalité reste trop élevé, avec une concentration préoccupante des richesses dans les quintiles supérieurs de revenu, note le rapport qui constate que dans 34 des 84 pays analysés, les écarts se sont creusés, avec une hausse plus rapide des revenus des 60% les plus riches que pour les 40% les plus pauvres.

Dans 23 pays, ceux qui se situent dans les deux quintiles inférieurs ont vu leurs revenus reculer sur la période par rapport aux personnes plus aisées.

Les chercheurs de la BM se sont plus par-

ticulièrement penchés sur un groupe de pays qui ont réussi à faire reculer sensiblement les inégalités depuis quelques années comme le Brésil, le Cambodge, le Mali, le Pérou et la Tanzanie.

Ils ont identifié six stratégies à l'efficacité avérée qui ont entraîné une hausse des revenus des pauvres ainsi qu'une amélioration de leur accès aux services essentiels sans entraver pour autant la croissance.

Ces politiques sont d'autant plus efficaces si elles sont couplées à une croissance solide, une gestion macroéconomique saine et des marchés du travail efficaces et créateurs d'emplois, qui offrent des opportunités aux pauvres, indique la BM.

Pour mieux s'attaquer à la pauvreté, les politiques gouvernementales doivent être axées sur le développement de la petite enfance, la garantie d'une couverture médicale et l'accès à l'éducation, tout en assurant des transferts monétaires aux familles démunies. La BM met également l'accent sur l'importance des infrastructures rurales comme les routes et l'électrification dans la réduction de la pauvreté ainsi que sur la nécessité d'établir une fiscalité progressive pour transférer des ressources aux plus pauvres, sachant que des régimes fiscaux peuvent être conçus pour réduire les inégalités.

H. A.



Structures hospitalières

# Un délai d'une semaine pour relancer les projets de jumelage

**Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a accordé, dimanche à Oran, un délai d'une semaine aux responsables des hôpitaux pour qu'ils relancent les projets de jumelage entre ces structures.**



Lors d'une réunion scientifique organisée au CHU d'Oran et suivie en visioconférence par le staff médico-chirurgical de l'hôpital de Tindouf dans le cadre du jumelage entre ces deux établissements, le ministre a appelé tous les hôpitaux accusant un retard dans le lancement des projets de jumelage à le rattraper en l'espace d'une semaine, tout en mettant l'accent sur l'importance de ces projets dans le cadre du Plan de développement de la santé nationale.

Les projets de jumelage, pour lesquels l'Etat a mobilisé des mécanismes et moyens importants, à l'instar d'un budget de 50 milliards de DA, permet-

tent aux habitants du Sud et des Hauts-Plateaux de bénéficier des expériences et du savoir-faire des staffs médicaux et chirurgicaux des grands hôpitaux du pays jouissant de compétences humaines et du potentiel matériel, a-t-il affirmé.

M. Boudiaf a estimé que le jumelage réduit la tension sur les grands hôpitaux permettant à leurs staffs de se déplacer vers des régions dont la population nécessite un soutien dans le domaine de la prise en charge médico-chirurgicale.

Cette opération a réalisé, à travers les hôpitaux ayant adhéré, d'importants résultats, a-t-il indiqué citant, à titre illustratif, plus de 2 500 interventions chirurgicales dont ont bénéficié des

malades de différentes régions du pays.

Par ailleurs, le ministre a annoncé la tenue, dans les prochaines semaines, de rencontres d'évaluation de l'application du plan anti-cancer initié par le président de la République,

Abdelaziz Bouteflika. Ces rencontres seront couronnées par un rapport d'évaluation qui sera remis au Président de la République, a déclaré M. Boudiaf qui a estimé que cette opération mettra un terme à l'amalgame des chiffres sur le dossier du cancer en Algérie et permettra de connaître d'une manière précise la situation de cette maladie, le nombre de cancéreux et autres indices. Il a exhorté tous les ser-

vices relevant de son secteur à adopter les systèmes d'informatique dans la gestion médicale et hospitalière dans le cadre d'un plan progressif visant à s'en passer du papier.

Le ministre, qui a achevé dimanche soir une visite de deux jours à Oran, a inspecté plusieurs structures relevant de son secteur, à l'instar de l'établissement hospitalier Medjeber Tami de Aïn Turck et des services du CHU d'Oran.

Il a tenu également une réunion avec des cadres du secteur de la santé de l'ouest du pays qu'il a exhortés à fournir davantage d'efforts pour la mise en oeuvre des projets de réforme et de développement du service public.

El Oued

## Plus de 3 000 cas de cancer recensés

Plus de 3 000 cas de cancer ont été recensés en 2016 dans la wilaya d'El Oued par le bureau régional de l'association El-Fedjr d'aide aux cancéreux, a-t-on appris hier auprès de l'association.

Un total de 1 500 patients, en majorité issus des couches sociales vulnérables, est pris en charge médicalement par l'association notamment en matière de chimiothérapie et de radiothérapie, a précisé le président de l'association, Mohamed Zeghdi.

Quelque 900 autres cas bénéficient du traitement au service d'oncologie et de chimiothérapie créé dernièrement au niveau de l'établissement public hospitalier Benamar Djillani à El Oued, tandis que le reste, soit plus de 600 cancéreux, est traité dans les centres régionaux anticancéreux existants dans d'autres régions du pays, a-t-il signalé.

Cinq types de cancer prévalent dans la région d'El Oued, à savoir les cancers du sein et du col de l'utérus chez les femmes, les cancers du poumon et colorectal chez les hommes et la leucémie chez les enfants, selon le même responsable qui a précisé que 80% des personnes atteintes sont des femmes.

Plus de 15 nouveaux cas de cancer et sept décès des suites de cette maladie sont déplorés chaque mois dans la wilaya d'El Oued, selon les données fournies par l'association qui tire la sonnette d'alarme afin d'attirer l'attention des responsables du secteur de la santé sur la situation pour mettre en place des mécanismes à même de freiner la recrudescence de cette maladie.

M. Zeghdi a expliqué cette situation de hausse du nombre de décès par le diagnos-

tic tardif de la maladie, en phase de métastase, des cas rendant difficile tout traitement chimiothérapeutique et radiothérapeutique et nécessitant le placement en soins intensifs.

L'association, indique-t-il, entend lancer, pour remédier à cette situation, un programme de sensibilisation portant sur l'organisation de campagnes de vulgarisation pour l'ancrage de la culture du dépistage précoce pour éviter le traitement tardif de la pathologie.

M. Zeghdi a rappelé, par ailleurs, l'ouverture prochaine du centre régional anticancéreux (140 lits) d'El Oued, susceptible d'épargner aux malades, notamment ceux issus de milieux défavorisés, les déplacements vers les structures médicales spécialisées dans d'autres wilayas.

T. A.

En décembre prochain à Messerghine

## Ouverture d'un foyer pour personnes âgées

Un foyer pour personnes âgées (hommes) sera réceptionné en décembre prochain à Messerghine (ouest d'Oran), a-t-on appris dimanche du directeur de wilaya chargé de l'action sociale.

«Ce centre a une capacité d'accueil de 100 places. Après la fin des travaux d'aménagement extérieur, il sera livré en décembre prochain», a indiqué à l'APS, Mohamed Fedala.

Ce responsable a rappelé qu'en matière d'accueil, la wilaya d'Oran dispose de deux autres structures pour personnes âgées. L'une est domiciliée à Hai Essalem d'une capacité de 70 lits et l'autre, à Dar Errahma, sise à Misserghine, avec une capacité de 110 lits.

Concernant le dispositif d'accompagnement, près de 430 personnes, âgées et en situation de solitude, sont prises en charge médicalement et socialement par les cellules d'écoute de proximité de la solidarité de la wilaya d'Oran, a-t-on ajouté de même source.

La DAS assure le pilotage de cinq cellules d'écoute de proximité pour la prise en charge de ces personnes âgées abandonnées à leur triste sort par la bêtise des uns et l'égoïsme des autres.

H. R.

El Tarf

## Mise en service de l'hôpital de Besbes

L'hôpital de la localité de Besbes dans la wilaya d'El Tarf, d'une capacité de 240 lits sera mis en service dans les prochains jours, a indiqué dimanche la directrice de la santé et la population (DSP).

Le chantier de cette nouvelle infrastructure de santé est en phase de parachèvement de l'installation des équipements, a précisé Mme Dalila Benamir, détaillant que la structure a nécessité la mobilisation d'un investissement public de l'ordre de 600 millions de dinars pour l'équipement.

Doté de l'ensemble des équipements (gynécologie obstétrique, laboratoire de biologie, urgences, chirurgie, pédiatrie...) nécessaires pour une couverture médicale efficiente, ce nouvel hôpital est appelé à offrir 510 emplois dont 450 permanents, a-t-on soutenu de même source.

Lancé en 2009, pour un investissement public de pas moins de 2,67 milliards de dinars, cet hôpital dont la conception architecturale répond aux standards requis, avait enregistré des retards importants dus, notamment aux intempéries qui ont affecté la région en 2012 puis à des questions de réévaluations.

La mise en service de l'hôpital de Besbes est attendue avec impatience tant par les jeunes de la région en quête d'emploi que par les habitants contraints actuellement à se déplacer au chef-lieu de wilaya ou à la ville de Annaba, pour les soins nécessaires.

R. N.



Jijel

# Des logements publics locatifs seront attribués avant la fin de l'année

**Pas moins de 3.000 logements publics locatifs (LPL) seront attribués avant la fin de l'année en cours dans la wilaya de Jijel, a indiqué dimanche le directeur de wilaya du Logement.**



La récupération de près d'une centaine d'hectares provenant de l'éradication de l'habitat précaire, des bidonvilles et des constructions illicites, a contribué à domicilier des projets de logements sociaux destinés aux citoyens au revenu faible, a précisé Hachemi Rachedi en marge de la célébration des Journées arabe et mondiale de l'Habitat. Qualifié d'ambitieux, le programme de logements dont a bénéficié la wilaya de Jijel est estimé à 63.533 unités tous segments confondus, soit 43.129 achevées, 13.694 en cours de réalisation et 6.710 non encore lancées. Le volet logement AADL comporte un programme de 3.300 logements à travers la wilaya dont 2.000 sont en cours de lancement, a-t-on indiqué.

S'agissant du logement rural, le programme de réalisation dans la wilaya de Jijel totalise 25.220 unités dont 22.167

lancées, 2.333 en cours et 520 habitations non encore lancées, selon des données de la direction locale du Logement.

La nouveauté dans le secteur de la promotion immobilière à Jijel est le lancement en réalisation en avril 2015 de sept (7) tours de 14 étages, pour un délai de trente (30) mois.

Ces ensembles immobiliers qui totaliseront 590 logements promotionnels de grand standing sont implantés sur le POS (plan d'occupation du sol) situé à l'entrée Est de la ville de Jijel, de plus de 152 hectares offrant une capacité d'accueil de 3.054 logements dont 1.754 promotionnels.

Le programme de réalisation des projets de logements enregistrés à Jijel «un bon rythme», a affirmé le wali Larbi Merzoug au cours de cette rencontre, soutenant que tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour la concrétisation de ces projets.

La célébration de la journée arabe et mondiale de l'Habitat, organisée au siège de la municipalité du chef-lieu de wilaya, a regroupé l'ensemble des partenaires du secteur de l'habitat et de la construction ainsi que dix sept (17) promoteurs immobiliers opérationnels dans la wilaya.

Cette manifestation qui a reçu de nombreux visiteurs a pour objectif de sensibiliser le citoyen sur les efforts consentis par l'Etat en matière d'habitat et d'expliquer les différentes formules de logement proposées mises en place pour l'éligibilité et à l'accès au logement, ont précisé les organisateurs. Actuellement, le parc de logements dans la wilaya de Jijel est estimé à 149.665 unités d'habitation, avec un taux d'occupation (TOL) de 4,87 %, a-t-on conclu.

F. A.

Tipasa

## Vers le raccordement de plus de 40.000 foyers au gaz naturel

Plus de 40.000 foyers de la wilaya de Tipasa seront raccordés au réseau public de distribution de gaz naturel, durant le premier trimestre 2017, suite à l'aplanissement des contraintes entravant la concrétisation de ce programme de raccordement reparti en trois (3) opérations, a-t-on appris, dimanche, auprès du responsable local de la distribution de l'électricité et du gaz.

«Nous avons procédé à la relance de nombreux projets pour le raccordement de plusieurs régions de l'ouest de Tipasa (Damous, Gouraya et Cherchell) au gaz

naturel, suite à l'aplanissement des contraintes y inhérentes, à l'issue de rencontres ayant réuni les services concernés de la wilaya avec les entreprises chargées de ces opérations», a indiqué à l'APS Hamid Louzi.

«Le wali de Tipasa Abdelkader Kadi a tout mis en œuvre en vue de rattraper le retard accusé par ces projets, inscrits au titre du programme quinquennal écoulé», a-t-il encore souligné, ajoutant que leur «concrétisation permettra de porter le taux de couverture en gaz, estimé actuellement à 47% à Tipasa, à 70 %».

Selon le responsable, le taux de raccordement actuel au gaz (47%) est «très faible» à Tipasa, particulièrement dans sa région-Ouest, caractérisée par ses montagnes dans les localités de Damous, Aghbal, Gouraya, Beni Milek, Arhat, et Messelmoune, accusant toute un grand besoin en gaz durant les saisons hivernales. Une fois opérationnels, ces projets porteront le nombre des foyers de la wilaya raccordés au gaz naturel à 110.000 unités, contre 68.000 foyers raccordés actuellement.

T. A.

Mila

## La mechta Semara transformée en village de tourisme thermal

Une série de mesures destinées à transformer la mechta Semara, dans la commune de Teleghma (Mila), en «un village de tourisme thermal» a été décidée au cours de la réunion présidée par le wali en présence des exploitants des 10 stations thermales et six autres en cours de réalisation, ont indiqué dimanche les services de wilaya. Il a été ainsi décidé de mobiliser 300 millions DA dans un montage financier associant les exploitants de ces stations qui reçoivent annuellement 250.000 curistes pour doter la région d'éclairage public, poser des canalisations d'assainissement et le revêtement de la route desservant ces stations, a indiqué le directeur de l'urbanisme et du génie urbain. Dans son intervention, le wali Abderahmane Madani Fouatih a appelé à «la délimitation de la surface nécessaire pour régulariser la situation de ces bains et à se contenter du minimum afin de préserver les terres agricoles de futures expansions de ces bains.» «Toute nouvelle construction doit être strictement soumise à la réglementation en vigueur loin de toute forme d'anarchie», a notamment affirmé le même responsable.

Le chef de l'exécutif local a préconisé l'adoption pour chaque bain d'un plan d'aménagement et de la conception d'un plan d'aménagement global pour la site qui, a-t-il insisté, doit avoir un aspect esthétique cohérent. La localité qui est exposée au problème de la remontée des eaux sur la route et au manque de structures de services pour les visiteurs a fait l'objet de plusieurs visites du wali. La surface exploitée par ces stations thermales dont l'apparition remonte aux années 1990 est de 21 hectares, a indiqué Malika Guellil chargée d'administrer les affaires de la commune de Teleghma. Cette mechta se trouve à l'intérieur du périmètre d'irrigation agricole de Teleghma qui s'étend sur 4.447 hectares partagés par les trois communes de Teleghma, Oued El Athmania et Oued Seggane, a indiqué le directeur de l'irrigation agricole qui a précisé que l'exploitation de ce périmètre est prévue «en mars 2017» dans le cadre de la grande opération de transfert des eaux du barrage de Béni Haroun.

G. O.

Alger

## Plus de 3 ha de terrains récupérés dans la commune des Eucalyptus

Le président de l'assemblée populaire communale des Eucalyptus, Abdelghani Ouicher a indiqué que les services de sa collectivité avaient récupéré plus de 3 hectares d'assiettes foncières à l'issue de la démolition des habitations précaires dans le cadre des opérations de logement lancées par la wilaya d'Alger. «Plus de trois hectares d'assiettes foncières ont été récupérés par la commune des Eucalyptus suite à la démolition des habitations précaires dans le cadre des opérations de logement lancées dans la wilaya d'Alger», a fait savoir le responsable, précisant que les terrains récupérés seront destinés à la réalisation de projets visant à relancer le développement local et des services tels la réalisation de jardins d'enfants, de stades, de piscines, de bibliothèques et de maisons de jeunes.

M. Ouicher a également annoncé que ses services avaient finalisé depuis peu les études techniques relatives aux assiettes concernées en vue du lancement des avis d'appels d'offres pour la réalisation des structures programmées. Ces terres ont été récupérées suite aux opérations de logement programmées par la wilaya d'Alger dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire et des bidonvilles, a expliqué le responsable. Bientôt sera lancée la réalisation de deux stades de proximité au profit des jeunes pour un budget de 2 milliards de centimes, a ajouté M. Ouicher rappelant que la commune a mis au point les listes des familles concernées par la prochaine opération de logement et qu'elle les avait remis aux services de la circonscription administrative de compétence et de Wilaya. Il a fait remarquer que plus de 4000 demandes de logements, sociaux et autres, étaient enregistrées alors que la commune a bénéficié d'un projet de 300 logements de type participatif. Concernant la prise en charge des enfants scolarisés au titre de l'année scolaire 2016-2017, le responsable a fait état de plus de 6000 élèves issus de familles nécessiteuses ayant bénéficié d'une prime de scolarité.

Reda A.



Afghanistan

# Offensive talibane à la veille d'un rendez-vous de donateurs

Les taliban ont lancé hier un assaut coordonné contre Kunduz, grande ville du nord de l'Afghanistan brièvement passée sous leur contrôle l'an dernier, illustrant l'instabilité persistante dans le pays à la veille d'une conférence de donateurs à Bruxelles.



Cette réunion, prévue mardi et mercredi, à laquelle sont annoncés plus de 70 pays donateurs, doit évaluer l'aide financière à apporter à l'Afghanistan d'ici 2020, avec l'objectif avoué d'empêcher l'effondrement du pays. Selon un correspondant de l'AFP à Kunduz, «l'attaque a commencé lundi vers 3h00 (22h30 GMT dimanche) à partir des entrées sud et est» et les combats, «intenses», se poursuivaient dans la matinée. L'attaque était apparemment bien préparée, avec quatre colonnes de combattants convergeant simultanément vers le centre, selon plusieurs sources.

«Les rues sont complètement désertes, les magasins fermés, les taliban encerclent la ville», a rapporté un habitant joint par l'AFP, Abdullah, 28 ans, bloqué chez lui par les combats. Un porte-parole des taliban a revendiqué cette attaque «dans le cadre de l'offensive Omari» lancée depuis le printemps, du nom de l'ancien leader taliban, le Mollah Omar.

«Ce matin, nos moudjahidines ont lancé une offen-

sive sur la ville de Kunduz depuis quatre directions», a indiqué Zabihullah Mujahid dans un communiqué.

Le ministère de l'Intérieur assurait dans la matinée que «cette attaque coordonnée des taliban a été repoussée par les forces de police, même si des combats se poursuivent en différents points de la ville».

## Des combattants dans les maisons

Selon le porte-parole du gouverneur de Kunduz, Mahmood Danish, «les combats continuent tout autour (de la ville), notamment près de l'hôpital», a-t-il indiqué, sans pouvoir préciser s'il y avait des victimes.

Il a accusé les insurgés de «se réfugier et de prendre position dans les maisons des civils».

Une situation «inacceptable» pour une éminente députée de la région, Fatima Aziz : «Quand il n'y a pas d'attaque pendant deux jours, le gouvernement prétend avoir éliminé la menace et tué tous les insurgés», a-t-elle dénoncé hier devant le Parlement en réclamant la démission des ministres de l'Intérieur et de la Défense.

Contactées, les forces

américaines ont indiqué se tenir prêtes à «apporter un soutien, notamment aérien si nécessaire». Mais pour le général Charles Cleveland, leur porte-parole, «il n'y a pas preuve pour nous d'une offensive significative».

Les taliban marquent ainsi le premier anniversaire de leur brève prise de contrôle de Kunduz, seule capitale provinciale tombée entre leurs mains depuis la chute de leur régime en 2001. Ils se rappellent aussi au bon souvenir des Occidentaux qui soutiennent le régime du Président Ashraf Ghani, alors que 10 000 soldats, principalement américains, sont déployés sous mandat de l'Otan.

Les insurgés réclament le départ des forces étrangères et la fin de toute intervention occidentale dans «l'émirat islamique d'Afghanistan», qu'ils assimilent à une «occupation coloniale».

Pour eux, la conférence de Bruxelles vise «une fois encore à remplir les poches des contracteurs étrangers et de leurs partenaires sans apporter la moindre amélioration au quotidien des citoyens ordinaires», selon

un communiqué.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon et le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, participeront aux travaux de Bruxelles qui devraient déboucher sur des promesses d'aide à hauteur d'au moins trois milliards d'euros par an jusqu'en 2020.

Dans un contexte de crises multiples au Moyen-Orient, «personne ne peut se permettre que l'Afghanistan soit de nouveau déstabilisé», a fait valoir un haut responsable européen avant la réunion.

Or, depuis l'offensive précédente de septembre 2015, le contrôle des forces gouvernementales sur Kunduz est resté fragile, comme dans de nombreuses provinces régulièrement ciblées par les insurgés qui entretiennent une insécurité persistante.

Le 28 septembre 2015, les taliban avaient tenu la ville trois jours durant, jusqu'au 30, avant d'annoncer leur retrait complet le 15 octobre.

Selon un rapport des Nations unies, la bataille de Kunduz avait fait 289 morts et 559 blessés parmi les civils.

Lors de la contre-offensive, une frappe aérienne américaine avait notamment ciblé le 3 octobre l'hôpital de Kunduz géré par Médecins sans frontières, tuant 42 personnes parmi les patients et le personnel médical. La présidente MSF-International Meinie Nicolai et le représentant de l'organisation en Afghanistan Guilhem Molinie avaient d'ailleurs prévu de se rendre sur place ce lundi pour rendre hommage et soutenir les victimes, ont-ils annoncé dimanche à Kaboul.

AFP

Royaume-Uni

## Construction de nouveaux sous-marins nucléaires

Le ministère britannique de la Défense a annoncé dimanche que le Royaume-Uni allait commencer la construction de quatre nouveaux sous-marins nucléaires pour un coût de près de 1,3 milliard de livres (1,7 milliard de dollars).

Le ministre britannique de la Défense, Michael Fallon, a souligné que l'investissement dans de nouveaux sous-marins nucléaires est dans l'objectif de maintenir le statut du pays comme une force dans le monde après son retrait de l'Union européenne, a indiqué un communiqué du ministère.

«L'investissement appuiera la base de Trident sous marine pour l'assurance ultime de notre sécurité, nous les utilisons tous les jours pour dissuader les menaces les plus extrêmes», a-t-il dit.

Il a également parlé de «nouveaux dangers» auxquels le Royaume-Uni pourrait faire face dans les années 2030, 2040 et 2050.

Le parlement avait voté, juillet dernier, pour le renouvellement du programme nucléaire du Royaume-Uni.

Londres dispose de quatre sous-marins qui portent chacun jusqu'à huit missiles Trident. Les missiles peuvent être équipés d'un certain nombre d'ogives, qui peuvent être dirigées vers des cibles différentes. Un des quatre sous-marins est en mission permanente quelque part dans le monde, avait indiqué le ministère de la Défense, en juillet dernier.

La flotte nucléaire britannique est basée à Faslane, dans l'ouest de l'Ecosse. BAE Systems, une multinationale de défense, de sécurité et de l'aérospatiale, prendra en charge la construction des sous-marins britanniques.

Le premier nouveau sous-marin entrera en service au début des années 2030, est-il précisé.

Par ailleurs, M. Fallon a souligné l'augmentation du budget de la défense britannique, pour l'achat de nouveaux navires, avions et véhicules blindés, à même de préserver la sécurité nationale.

La Première ministre britannique, Theresa May, a répondu lors de la séance parlementaire consacrée au vote du projet, à un député qui l'interrogeait si elle était prête à utiliser une arme qui pourrait tuer 100 000 personnes, par un «oui».

«Tout l'intérêt d'un système dissuasif est que nos ennemis sachent que nous sommes prêts à l'utiliser», avait elle ajouté.

Le Royaume-Uni est l'un des trois pays de l'Otan possédant l'arme nucléaire, outre la France et les Etats-Unis.

En février dernier, une manifestation comptant des milliers de personnes a été organisée à Londres pour protester contre le renouvellement du programme nucléaire, Trident.

La Campagne pour le désarmement nucléaire avait reproché au gouvernement de cacher le coût réel du projet, affirmant qu'il allait, en réalité, coûter 205 milliards de livres du fait des coûts associés au programme.

R. N.

Selon le président Abbas

## Les Palestiniens tendent la main de la paix à Israël

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a déclaré samedi que les Palestiniens tendaient toujours la main de la paix à Israël, même si Israël a fermé la porte du dialogue.

«Il n'est pas question qu'ils nous éliminent ou que nous les éliminions. Ils ont leur Etat et nous avons le nôtre», a-t-il déclaré. «Les portes du dialogue avec les Israéliens ont été fermées, mais pas par nous, et nous continuons à tendre la main de la paix», a poursuivi le président palestinien lors d'une conférence dans la ville de Bethléem, en Cisjordanie. M. Abbas a ajouté que la reprise du dialogue avec Israël devait «se fonder sur la cessation de la colonisation et la mise en oeuvre et le respect des précédents accords de paix».

«Si Israël ne respecte pas et ne met pas en oeuvre ces accords simples, comment pourrait-il respecter un accord de paix permanent ?», s'est interrogé le président palestinien.

Il a déclaré que les Palestiniens appelaient sincèrement Israël à participer au dialogue et à des réunions dans ce but.

Une réunion ministérielle internationale avait été tenue en France le 3 juin dernier avec la participation de 25 ministres des Affaires étrangères, dont quatre pays arabes, pour débattre de la reprise du processus de paix israélo-palestinien.

R. N.

Syrie

# 21 rebelles tués par des mines de Daech

Au moins 21 rebelles syriens combattant avec les troupes turques contre le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (Daech/EI) ont été tués dimanche par l'explosion de mines posées par les terroristes, a indiqué hier l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Ces pertes sont les plus importantes subies par les troupes participant à l'opération lancée par la Turquie dans le nord de la Syrie depuis son déclenchement le 24 août, selon l'ONG.

Outre les 21 morts, plusieurs dizaines d'hommes ont été blessés, certains sérieusement, alors qu'ils tentaient de sécuriser le village de

Turkman Barah, à proximité de la ville de Dabiq, l'un des fiefs de l'EI dans la province d'Alep.

Les terroristes ont déserté le village dimanche après avoir disséminé de nombreuses mines antipersonnel, a précisé le directeur de l'Osdh, Rami Abdel Rahmane. Après l'explosion de plusieurs d'entre elles, les rebelles se sont redéployés hors de Turkman Barah par sécurité.

L'éparpillement d'un grand nombre de mines et de bombes artisanales est une tactique de guérilla fréquemment utilisée par les terroristes lorsqu'ils doivent se retirer d'une localité ou d'un territoire conquis en Syrie ou en Irak lors de leur vaste offensive en 2014.

Après avoir longtemps été accusé de complaisance avec les terroristes, Ankara a lancé le 24 août une offensive militaire en Syrie, baptisée «Bouclier de l'Euphrate», pour chasser l'EI mais aussi les milices kurdes de la frontière.

Son principal succès a été la reprise de la localité de Jarablos, dans le nord de la province d'Alep, et Ankara a récemment affirmé que de nombreux Syriens étaient revenus y vivre.

Au cours des derniers jours, les rebelles combattant avec les Turcs se sont approchés de Dabiq, une ville qui a davantage une importance symbolique que stratégique.

K. M.



Gabon

# Gouvernement de faible ouverture après la présidentielle

**Le Premier ministre gabonais, Emmanuel Issoze Ngondet, a annoncé dimanche soir la formation d'un gouvernement où quelques rares personnalités de l'opposition font leur entrée, malgré les annonces répétées de "large ouverture" voulues par Ali Bongo Ondimba, réélu après une présidentielle contestée.**



**A**utre fait remarquable: le ministère de la Défense est rattaché au secrétaire général de la Présidence, un proche du président Bongo.

L'équipe composée de 40 membres se voulait "largement ouverte aux forces vives de la nation" et compte un peu plus de 30% de femmes, a précisé le Premier ministre lors d'un point presse au palais présidentiel après plusieurs jours de tractations.

Très peu d'opposants figurent

finalement dans le casting censé "réconcilier" les Gabonais après les violences post-électorales qui ont secoué le pays, alors que le bras de fer continue entre le pouvoir et l'opposant Jean Ping, officiellement arrivé 2<sup>e</sup> à la présidentielle.

Principale figure de l'opposition à intégrer le gouvernement et candidat malheureux à la présidentielle (0,59%), Bruno Ben Moubamba est nommé vice-Premier ministre, ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat social et du Logement.

Estelle Ondo, vice-présidente d'un des principaux partis d'opposition, l'Union nationale, devient quant à elle ministre de l'Economie forestière, de la pêche et de l'Environnement.

Dans l'entourage proche du président, le secrétaire général de la présidence, Etienne Massard Kabinda Makaga, conserve son poste tout en récupérant le portefeuille de la Défense nationale, qu'Ali Bongo a occupé pendant 10 ans avant de succéder à son père en 2009.

D'autres hommes-clés restent

au gouvernement comme le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication Alain-Claude Bilie-By-Nze, reconduit, ou l'ancien ministre de l'Intérieur Pacôme Moubellet Boubeya, nommé aux Affaires étrangères.

"C'est donc cela '+ouverture+'? La montagne a visiblement accouché d'une souris (...) Ils ont juste récupéré les crève-la-faim", se moque le directeur de communication de Jean Ping, Jean-Gaspard Ntoutoume Emame.

Le chef de l'Etat sortant Ali Bongo, 57 ans, a prêté serment mardi pour un deuxième septennat, après la confirmation par la Cour constitutionnelle de sa victoire contestée par son rival Jean Ping, qui refuse "tout dialogue".

Le Gabon a connu un pic de violences de 48 heures après la proclamation des résultats provisoires en faveur du président Bongo le 31 août.

Les violences ont fait trois morts selon le gouvernement, et plusieurs dizaines d'après l'opposition, tandis que des centaines de personnes avaient été arrêtées début septembre.

## Les observateurs de l'UE étaient sur écoute

Les services secrets gabonais ont placé sur écoute des membres de la mission d'observation déployée par l'Union européenne pour l'élection du 27 août et les conversations attestent de leurs doutes sur la sincérité du résultat, affirme l'hebdomadaire français Le Journal du Dimanche.

Dans un article intitulé "Watergate au Gabon", le JDD publie des extraits d'une vingtaine d'enregistrements, sans préciser comment il les a obtenus, et écrit qu'une des personnes écoutées a "formellement identifié sa propre voix".

Pour le journal, "les conversations enregistrées révèlent de lourdes suspicions de trucage des résultats", qui ont donné gagnant le président sortant Ali Bongo Ondimba face au candidat de l'opposition Jean Ping.

"Ils sont en train de chercher comment tricher et que ça ne se voit pas trop", déclare fin août un membre de la mission de l'UE, non identifié, selon un de ces extraits. "Des urnes sont en cours d'acheminement à Libreville et vont faire la différence", ajoute-t-il.

Le 30 août, le responsable de la sécurité de la mission européenne, un certain Pierre B. qui est "la principale cible des services gabonais" selon le JDD, signale à un interlocuteur qu'il y a eu "des modifications de chiffres cette nuit sur Wikipedia". "Ils ont gonflé la population du Haut-Ogooué ! C'est pas encourageant", poursuit-il.

Burkina Faso

# La réhabilitation de Thomas Sankara en marche

**A**u Burkina Faso, un mémorial dédié à Thomas Sankara, ex-capitaine président assassiné le 15 octobre 1987, a été inauguré, ce dimanche 2 octobre, à Ouagadougou. La cérémonie inaugurale des activités de ce centre d'études et de recherche s'est déroulée en fin de matinée. Le projet a été initié par la société civile burkinabè et soutenu par les autorités.

Poings levés, les larmes ont coulé lorsque l'hymne burkinabè a été entonné. Au sein de la mythique maison du peuple, se trouvaient 2 000 personnes venues de la sous-région. A la tribune, le ministre de la Culture, Tahirou Barry, a enflammé l'am-

biance, galvanisé les anciens et les jeunes qui revendiquent l'héritage de Thomas Sankara.

"Ceux qui ont tué Thomas Sankara ont simplement coupé l'arbre en oubliant les racines. Or, nous le savons tous, la force du baobab repose dans ses racines. Quoi qu'ils aient fait, Tomas Sankara demeurera vivant à jamais. Je vous remercie", a déclaré Tahirou Barry.

La chanteuse Nahawa Doumbia est montée sur le podium et a improvisé une chanson pour saluer la mémoire du capitaine. A ses côtés, Abdoul Salam Kaboré, président du Comité du mémorial. Il était ministre de la Santé lorsque

Sankara dirigeait le Faso. Son souhait - qui reprend les idées de l'ancien président - est que ce mémorial soit construit et financé par le peuple.

"Ce mémorial doit être citoyen. C'est vous qui devez le construire de vos mains, de vos idées, de vos archives et surtout de vos moyens financiers. Et en Afrique, si tous les révolutionnaires africains donnent 100 F, nous sortirons le mémorial de terre", a-t-il proclamé.

Parrain du mémorial, l'ancien président du Ghana, Jerry Rawlings, interpelle la foule et affirme que c'est un devoir d'honorer et de défendre l'héritage de celui qui était son ami, Thomas

Sankara. "Notre soutien pour ceux qui, comme Sankara, se sont levés, est une obligation morale. Cette insurrection avait un message clair : il y a toujours de l'espoir en l'humanité", a déclaré l'ancien président du Ghana. Invité pour cette journée, Tiken Jah Fakoly, le chanteur ivoirien, entouré de jeunes Sankaristes, rayonne de voir cette renaissance du président-capitaine. "Je pense que c'est une forme de renaissance pour Sankara. Cela fait des années et des années que Sankara est mort, mais il est encore vivant, il est dans nos cœurs et Sankara vivra pour toujours. Vive Sankara !" lance le chanteur.

La foule quitte la maison du

peuple pour rejoindre à pied la place de la Révolution, renommée à la chute de Blaise Compaoré. Poing levé pour chanter l'hymne national, Smockey du Balai citoyen. "Ça doit aller en montant, c'est pour ça qu'il était important de lancer cette idée du mémorial parce que la justice et la mémoire de Thomas Sankara, ça va ensemble", assure-t-il.

Un grand concert est venu clôturer cette journée d'hommage à Thomas Sankara. Les autorités ont indiqué que ce mémorial Thomas Sankara pourrait coûter près de cinq milliards de francs CFA. Un appel aux dons est donc lancé.

RFI

## Niger Colère des fonctionnaires après de nouvelles coupes dans leurs indemnités

Au Niger, les salariés sont en colère suite à la suppression de l'indemnité de responsabilité, s'ajoutant aux nombreuses coupes d'autres indemnités réalisées ces derniers mois. Tension de trésorerie ou volonté d'assainir ? Les Nigériens se posent des questions face au mutisme du gouvernement.

Les montants des indemnités coupées fin septembre vont de 15 000 à 60 000 francs CFA (soit de 22 euros à 91 euros), selon la responsabilité du fonctionnaire.

Ces coupes ont été opérées à la surprise générale. Les motivations du gouvernement restent donc inconnues. "Il aurait fallu, non seulement communiquer, [mais aussi] donner un préavis, un délai pour tous ceux qui sont concernés pour justifier les premières indemnités qu'ils perçoivent. Ça aurait permis d'éviter le désagrément que nous avons constaté", explique Manou Bague, secrétaire général de l'Union des syndicats des travailleurs du Niger.

En juillet, puis en août, les allocations familiales et les indemnités des zones désertiques avaient été amputées. Conséquence : beaucoup pensent que ces coupes peuvent être liées à des difficultés de trésorerie.

"Même s'il y a une morosité, qu'ils ont des difficultés à payer les salaires et qu'il faut trouver un moyen de réduire la masse à l'heure, quels que soient les objectifs mis en avant, on doit se concerter avec les travailleurs que nous sommes", déclare Idrissa Djibrilla, secrétaire général de la Confédération démocratique des travailleurs du Niger.

L'amputation de ces indemnités intervient au moment où les enseignants contractuels et les enseignants chercheurs ont accusé plusieurs mois d'arriérés de salaire.

RFI



# Le *New York Times* qualifie la Russie d'«État hors-la-loi»

**Au milieu de menaces publiques croissantes comme quoi les États-Unis seraient en train de préparer une escalade de leur intervention militaire en Syrie, le *New York Times* a publié jeudi un article de fond qui a qualifié la Russie d'«état hors-la-loi».**

Par Bill Van Auken

**C**e durcissement du discours, qui est devenu de plus en plus hystérique en ce qui concerne la Russie, est la réaction à la débâcle subie par l'impérialisme américain au cours des cinq années de la guerre par procuration qu'ils mènent pour obtenir un changement de régime en Syrie. Les forces du gouvernement syrien qui sont soutenues par les forces aériennes russes, semblent être sur le point de reprendre toute la portion orientale d'Alep, le principal bastion des « rebelles » appuyés par les États-Unis et composés principalement de milices islamistes affiliées à al Qaïda.

Le ministre des affaires étrangères John Kerry a adressé mercredi un ultimatum à son homologue russe Sergueï Lavrov : soit la Russie retient à la fois ses avions de chasse et ceux du gouvernement syrien au sol, soit Washington rompra toutes négociations avec Moscou sur la Syrie.

La signification de cette menace a de plus été précisée lors d'un point de presse par le porte-parole du ministère des affaires étrangères John Kirby qui a déclaré aux journalistes que vu que la Russie a rechigné à s'incliner devant les exigences américaines, « des extrémistes et des groupes d'extrémistes continueront à étendre leurs opérations qui comprendront, sans aucun doute, des attaques contre la Russie et peut-être même des villes russes, et que la Russie continuera de rapatrier des soldats dans des housses mortuaires en continuant aussi de perdre des ressources et même peut-être des avions ».

Le caractère provocateur et parfaitement effronté des remarques de Kirby n'est pas dû au hasard. Le fait que Washington voulait formuler une menace quant au déclenchement d'un terrorisme parrainé par la CIA contre la Russie a été souligné par une rubrique de Philip Gordon parue dans le *Washington Post*. Celui-ci fut jusqu'à l'an dernier le conseiller de la Maison Blanche pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et le Golfe persique. Ce billet qui prévenait dans son titre que « la Russie paiera le prix », a recouru à un langage quasi identique en affirmant qu'une continuation des actions russes en Syrie « pourrait bien avoir pour conséquence des attaques terroristes contre la Russie. »

Gordon a poursuivi en prévenant que le gouvernement Obama pourrait prendre des mesures afin « d'augmenter les coûts pour la Russie », en ajoutant, « L'armement de l'opposition à l'aide de missiles lançables à l'épaule et capables de frapper des avions russes et syrien au-dessus d'Alep figure parmi les options ».

L'ancien conseiller à la Maison Blanche a mis en garde Moscou que si « Hillary Clinton devenait la prochaine présidente des États-Unis, Poutine pourrait avoir à faire à un dirigeant américain qui préconise depuis longtemps une zone d'exclusion aérienne en Syrie et un soutien solide de l'opposition en exprimant son scepticisme à l'égard des intentions de Poutine en Syrie et en cherchant à réaffirmer plus clairement le rôle prééminent des États-Unis au Moyen-Orient ».

Il est cependant évident que la question, à savoir si une escalade de l'intervention



américaine en Syrie peut attendre jusqu'après les élections américaines du 8 novembre, est devenu le sujet d'un débat animé au sein de l'establishment dirigeant américain.

L'agence d'information Reuters a cité de hauts fonctionnaires sous couvert d'anonymat qui ont dit que le gouvernement Obama considérait « des réactions plus dures contre l'attaque du gouvernement syrien qui est appuyé par la Russie, y compris des options militaires », incluant la fourniture d'armes aux « rebelles » liés à al Qaïda et des frappes aériennes contre les positions du gouvernement syrien. (La deuxième option a d'ores et déjà été mise en pratique par le bombardement américain du 17 septembre qui a tué et blessé près de 200 soldats syriens près de Deir ez Zor et que Washington prétend avoir été un accident.)

De par son éditorial, qui dénonce la Russie comme un « État hors-la-loi », le *New York Times* joue un rôle dans le débat avec les cercles dirigeants américains au sujet de l'intervention en Syrie. Il veut une escalade militaire et il la veut maintenant, contre la Russie.

Le *Times* a écrit : « Le président Obama a longtemps refusé d'accepter une intervention militaire en Syrie. Et M. Poutine pourrait partir du principe qu'il est peu probable que M. Obama affronte la Russie durant les derniers mois de son mandat et au vu d'une campagne électorale américaine battant son plein. Mais, compte tenu du fait que le bastion rebelle d'Alep risque de tomber aux mains du gouvernement, des responsables gouvernementaux ont dit qu'une telle réaction était de nouveau à l'étude ».

Pour renforcer sa thèse, le *Times* avance des accusations non corroborées et préférées dans une enquête reposant entièrement sur « des preuves » fournies par la police secrète ukrainienne selon laquelle la Russie serait responsable d'avoir abattu en

juillet 2014 l'avion de la Malaysia Airline au-dessus de la région du Donbass déchirée par la guerre. Le journal déclare que Poutine est coupable « de massacrer des civils en Syrie et en Ukraine, d'avoir annexé la Crimée, piraté les agences gouvernementales américaines », et « d'écraser la dissidence dans son pays. »

Le gouvernement de Poutine représente l'oligarchie dirigeante russe qui s'est enrichie grâce au vol de la propriété d'État durant la dissolution de l'Union soviétique et la restauration du capitalisme. Son intervention en Syrie tout en ayant un caractère défensif en réaction aux tentatives américaines d'encercler et d'isoler la Russie, représente les intérêts de cette oligarchie et n'offre pas de solution progressiste à la catastrophe que l'impérialisme a causé en Syrie et au Moyen-Orient en général.

Ceci étant dit, les crimes commis par Poutine font pâle figure face à ceux perpétrés par les gouvernements américains successifs qui ont tous bénéficié de la duplicité et de la propagande médiatique du *New York Times*. Le gouvernement américain est responsable de la mort de plus d'un million de personnes en Irak et de centaines de milliers d'autres en de l'Afghanistan à la Libye en passant par le Yémen. Il a fomenté les opérations de changement de régime tant en Ukraine qu'en Syrie qui ont entraîné un carnage dans ces pays, et en grande partie grâce à des armes livrées par la CIA.

De plus, alors même que le *Times* s'en prend au « carnage » mené par les Russes en Syrie, le Pentagone annonce l'envoi de 600 soldats américains supplémentaires en Irak afin de préparer le siège de Mossoul qui, tout comme les assauts contre Fallujah et Ramadi, impliquera des crimes de masse contre la population civile.

En ce qui concerne le piratage informatique russe, le *Times* parle au nom du gouvernement américain qui, par le biais de la

NSA, s'adonne à la plus grande opération d'espionnage que le monde a jamais vue. Et, pour ce qui est d'« écraser la dissidence à l'intérieur du pays », les États-Unis, faut-il le rappeler, sont le pays où la police a tué plus d'un million de personnes par an et près de 2 millions de personnes se trouvent derrière les barreaux. Bref, l'éditorial du *Times* est un article de propagande de guerre.

Le terme « État hors-la-loi » fut d'abord officiellement employé par Ronald Reagan. Il fut par la suite sous Bill Clinton changé en « État voyou » (rogue state), puis sous George W. Bush il devint « l'axe du mal ». Ces termes ont systématiquement été utilisés pour décrire des États opprimés, semi-coloniaux et ciblés par l'impérialisme américain en vue d'une guerre et de conquête : le Nicaragua, l'île de Grenade, l'Irak, la Libye, la Somalie, le Soudan, la Corée du Nord, l'Iran, etc.

Actuellement, il est employé dans les pages du *New York Times* pour décrire la Russie, un pays de 146 millions d'habitants et qui est doté de l'arme nucléaire. Les implications ne pourraient être plus inquiétantes.

Si les motivations des rédacteurs du *Times* pourraient inclure des considérations politiques à courte durée – la possibilité d'un « Octobre surprise » en Syrie stimulant les perspectives de la candidate démocrate Hillary Clinton – la campagne de propagande anti-russe que mène le journal a des racines bien plus profondes qui se trouvent dans la crise du capitalisme américain et de la tentative continue de l'impérialisme américain de surmonter son déclin historique au moyen de l'instrument du militarisme.

Si les mots ont un sens, l'éditorial du *Times* est un avertissement : les préparatifs d'une troisième guerre mondiale sont en train de rapidement progresser dans le dos de la population des États-Unis et de la planète entière.

B. V. A.



# L'Inde lance des attaques militaires contre le Pakistan

**L'Inde a effectué plusieurs frappes militaires « chirurgicales » au Pakistan pendant cinq heures, mercredi soir, ce qui amène l'Asie du Sud au bord d'une véritable guerre avec des conséquences potentiellement catastrophiques.**

Par Keith Jones

**N**on seulement une guerre entre l'Inde et le Pakistan serait la première guerre entre deux États dotés d'armes nucléaires ; elle pourrait rapidement entraîner les États-Unis et la Chine dans des camps opposés. En prévision d'une riposte pakistanaise (ou afin de fournir une couverture pour les préparatifs de guerre indiens), les autorités indiennes jeudi ont ordonné l'évacuation de tous ceux qui vivent à moins de 10 kilomètres de la frontière pakistanaise dans les États indiens du Pendjab et du Jammu-et-Cachemire.

Le Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif a dénoncé l'attaque de la nuit de mercredi comme une « agression » « sans provocation et manifeste » et a convoqué une réunion d'urgence de son cabinet pour aujourd'hui pour discuter de la réponse d'Islamabad. L'Inde affirme qu'elle a attaqué sept « rampes de lancement terroristes » du côté pakistanaise de la Ligne de contrôle qui sépare la partie du Cachemire tenue par l'Inde et celle par le Pakistan, que ses forces ont pénétré jusqu'à trois kilomètres à l'intérieur du territoire pakistanais et qu'elles ont infligé « des pertes importantes » aux « terroristes et à ceux qui tentent de les protéger ».

L'armée a été peu loquace sur l'opération. Mais les rapports des médias indiens, basés sur des sources officielles, ont déclaré que des commandos indiens avaient traversé en Azad ou au Cachemire pakistanais à la fois sur terre et dans des hélicoptères de combat et qu'ils avaient fait « des dizaines de morts ».

L'Inde et le Pakistan ont traversé des crises de guerre répétées au cours du dernier quart de siècle, et en 1999 ils se sont livrés une guerre non déclarée dans la région reculée du Kargil dans la partie du Cachemire occupée par l'Inde. Cependant, New Delhi n'a pas avoué publiquement avoir effectué une action militaire au Pakistan depuis des décennies, de peur que cela ne puisse déclencher une escalade rapide à la guerre et même une guerre nucléaire.

L'attaque d'hier est survenue dix jours après que des militants islamistes anti-indiens ont attaqué la base militaire indienne à Uri, dans l'état himalayen du Jammu-et-Cachemire, tuant 18 soldats indiens. Sans même une enquête superficielle, le gouvernement indien du parti suprématiste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) a tenu Islamabad pour responsable de l'attaque et a promis qu'il punirait le Pakistan. Les médias indiens, les partis d'opposition, et une longue liste d'officiers militaires à la retraite se sont tous joints au tollé demandant que l'Inde inflige une riposte sanglante au Pakistan.

Lors d'une conférence de presse de célébration hier, le directeur général de l'armée indienne des opérations militaires, le général Ranbir Singh, a déclaré que les « frappes chirurgicales » avaient ciblé des « équipes terroristes » positionnées de l'autre côté de la Ligne de contrôle pour « se lancer » en Inde. L'Inde, a revendiqué Singh, n'a pas d'autres plans pour des actions transfrontalières. « Cependant », a-t-il continué sinistrement, « les forces armées indiennes sont entièrement préparées à face à toute éventualité qui pourrait survenir ».

L'armée pakistanaise, quant à elle, a farouchement nié que l'Inde ait monté des attaques « chirurgicales » à travers la frontière, qualifiant l'affirmation d'« une illusion » et d'une « fabrication de la vérité » promues

par l'Inde « pour créer de faux effets ».

L'armée pakistanaise concède le fait que deux de ses soldats aient été tués et neuf autres blessés mercredi soir, mais attribue les victimes à l'artillerie et à des tirs transfrontaliers, un événement régulier à travers la Ligne de contrôle (LoC). Dans sa déclaration contestant les affirmations de l'Inde, l'armée a déclaré que « le Pakistan a clairement fait savoir que s'il y avait une frappe chirurgicale sur le sol pakistanais », elle « y répondrait avec force ».

Les deux camps émettent clairement de la désinformation, signe supplémentaire de combien la situation est dangereuse. Prenez l'affirmation de New Delhi selon laquelle l'attaque d'hier visait à empêcher la dispersion imminente de cellules terroristes en Inde. C'est un prétexte transparent fabriqué de toutes pièces pour un acte d'agression téméraire. Le World Socialist Web Site ne soutient aucunement l'élite dirigeante réactionnaire et communaliste du Pakistan et son armée, qui ont maintes et maintes fois foulé aux pieds les droits démocratiques du peuple pakistanais et ont servi de satrape à l'impérialisme américain. Ayant été formés à ce stratagème par la CIA, qui a enrôlé Islamabad comme associé de second rang dans sa guerre secrète contre l'Union soviétique en Afghanistan, le Pakistan a utilisé des terroristes islamistes dans la poursuite de sa rivalité militaro-stratégique contre l'Inde, en particulier afin de supprimer politiquement et de détourner l'opposition populaire à la domination indienne du Cachemire par une politique communaliste.

Mais pourquoi est-ce que le Pakistan, qui a exprimé à maintes reprises son inquiétude sur l'écart militaro-stratégique entre lui et l'Inde, un pays avec une population six fois plus grande et une économie sept fois plus grande, irait mobiliser des masses de terroristes pour frapper l'Inde quand New Delhi est déjà sur le pied de guerre ?

Inquiétée par la chute du taux de croissance indien après 2010, la bourgeoisie indienne a amené au pouvoir Narendra Modi et son t BJP farouchement de droite afin d'intensifier l'exploitation de la classe ouvrière et d'affirmer ses ambitions de grande puissance sur la scène mondiale. Dans la poursuite de ce dernier objectif, l'Inde s'est elle-même intégrée de plus en plus complètement dans la poussée guerrière de Washington contre la Chine et, renforcée par le soutien américain, a cherché à s'imposer en tant que puissance hégémonique régionale. Alors que l'élite indienne peint le pays comme une victime innocente du « ter-

rorisme » pakistanais, le gouvernement BJP a poursuivi la confrontation avec le Pakistan. Peu après son entrée en fonction il a chargé l'armée d'adopter une posture plus agressive sur la LoC, avec comme conséquence en 2015 le bombardement transfrontalier le plus long depuis une décennie. Plus d'un mois avant l'attaque à Uri, Modi a annoncé que l'Inde allait tirer parti de l'insurrection ethno-nationaliste dans la province sud-ouest du Pakistan du Baloutchistan contre Islamabad, menaçant effectivement le Pakistan d'un démembrement.

L'attaque d'hier était destinée à montrer que New Delhi est prêt à prendre des risques plus importants pour faire avancer ses intérêts stratégiques et que vis-à-vis du Pakistan, il ne sera plus tenu à respecter la politique dite de « retenue stratégique ». En ce qui concerne les affirmations du Pakistan qu'il n'y a pas eu de raid transfrontalier, elles ne sont tout simplement pas crédibles. Divers fonctionnaires du gouvernement pakistanais et les dirigeants politiques ont fait des déclarations qui contredisent implicitement ou explicitement la version de l'armée des événements. Parmi celles-ci, le ministre de la Défense Khawaja Muhammad Asif, qui a déclaré : « Si l'Inde essaie de le faire à nouveau, nous répondrons avec force ».

En niant que l'Inde a effectué un raid militaire à l'intérieur du Pakistan, Islamabad cherche à éviter une nouvelle escalade, sans avoir à faire une admission publique et, du point de vue réactionnaire de la géopolitique capitaliste, humiliante qu'il ne mettra pas en œuvre ses menaces répétées de répondre à toute incursion indienne par sa propre frappe militaire.

Cependant, cette position est susceptible d'encourager le gouvernement Modi et les sections les plus belliqueuses de l'élite indienne qui vont la brandir comme une preuve d'un Pakistan affaibli. Hier, l'ensemble de l'establishment politique, y compris le Parti du Congrès et le Parti communiste stalinien de l'Inde (marxiste) ont réuni leurs forces, y compris lors d'une réunion de tous les partis convoquée par le BJP, pour célébrer l'agression contre le Pakistan. Entre-temps, les médias sont passés à la vitesse supérieure pour saluer les frappes militaires, amplifiant les affirmations du gouvernement que c'étaient la preuve d'une Inde plus audacieuse et plus puissante, acclamant l'armée comme de véritables héros.

La rivalité stratégique entre l'Inde et le Pakistan, qui menace aujourd'hui les peuples de l'Asie du Sud d'un holocauste

nucléaire, témoigne de l'échec du pouvoir bourgeois. Elle est enracinée dans la partition communautariste de l'Asie du Sud en 1947 entre un Pakistan expressément musulman et une Inde à prédominance hindouiste, qui fut mise en œuvre par le Parti du Congrès et la Ligue musulmane, les partis rivaux de la bourgeoisie sud-asiatique, en collaboration avec les suzerains coloniaux britanniques qui plaiaient bagage.

Cela dit, un facteur énorme attisant le danger de guerre est celui de Washington qui, depuis une décennie, s'acharne à transformer l'Inde en une ligne de front dans son offensive stratégique pour isoler, encercler et se préparer à la guerre contre la Chine. Sous Modi, l'Inde s'est alignée sur les États-Unis dans les différends de la mer de Chine méridionale et a développé des relations bilatérales et trilatérales stratégiques plus étroites avec les alliés, clés des États-Unis en Asie-Pacifique : le Japon et l'Australie. Le mois dernier, Modi a accepté d'autoriser l'aviation militaire américaine et les cuirassés de faire un usage régulier des bases militaires indiennes.

Sous George W. Bush et Obama, les États-Unis ont prodigué des « cadeaux stratégiques » à l'Inde, lui donnant accès à leurs armes les plus avancées et créant un statut spécial pour elle dans le régime de réglementation nucléaire mondial qui a pour effet de permettre à New Delhi de concentrer les ressources de son programme nucléaire dans le développement d'armes nucléaires.

Invariablement, le renforcement de l'alliance indo-américaine a été associée à la dégradation des relations de Washington avec le Pakistan, qui tout au long de la guerre froide était le principal allié des États-Unis en Asie du Sud.

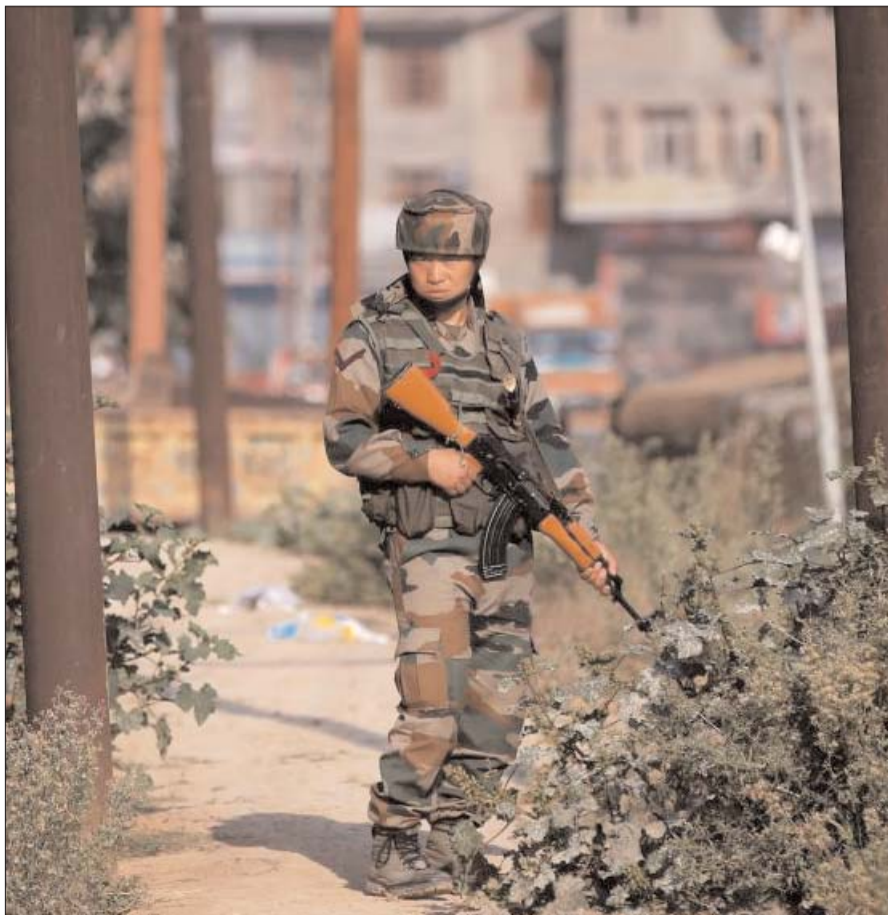
Islamabad a averti que Washington a renversé l'équilibre des forces en Asie du Sud, et que son partenariat stratégique toujours plus étroit avec New Delhi enhardit l'Inde, et nourrit une course aux armements conventionnels et nucléaires. Un avertissement qui est resté ignoré.

Craignant l'isolement stratégique, le Pakistan s'est rapproché à son allié de longue date, la Chine. Mais cela n'a fait qu'augmenter son éloignement de Washington et alimenter sa rivalité avec l'Inde. Désireux d'apaiser New Delhi, Washington lui a probablement donné le feu vert pour « punir » le Pakistan, bien que le gouvernement Obama, qui compte toujours sur le Pakistan pour fournir un soutien logistique crucial pour les forces d'occupation américaines en Afghanistan, l'ait nié.

La conseillère d'Obama à la sécurité nationale, Susan Rice, a appelé son homologue indien, Ajit Doval, mercredi soir, quelques heures avant la « frappe chirurgicale » indienne, prétendant pour offrir ses condoléances pour l'attaque à Uri et exprimer son soutien à la lutte de l'Inde contre le terrorisme. Des reportages suggèrent que l'appel de Rice a été précipité par des préoccupations quant aux plaintes croissantes en Inde que Washington n'était pas assez ferme dans son soutien, notamment pour ne pas avoir épinglé le Pakistan comme responsable de l'attaque à Uri.

Ce qui est incontestable, c'est que les responsables du gouvernement américain ont refusé de condamner les « frappes chirurgicales » d'hier contre le Pakistan, bien qu'elles soient manifestement illégales et très provocatrices. Au lieu de cela, ils ont lancé des appels rituels pour que les deux camps fassent preuve de retenue et se tournent vers le dialogue. Les États-Unis jouent un jeu, ô combien dangereux et incendiaire ! Dans la poursuite de leur alliance anti-chinoise avec New Delhi, ils encouragent le gouvernement de l'Inde, désormais dirigé par le BJP au communautarisme toxique, à poursuivre une politique agressive, mais prétendument « calibrée » de l'action diplomatique, économique et militaire contre le Pakistan, un pays avec lequel elle a été en guerre quatre fois et qui a menacé de répondre à toute attaque indienne à grande échelle par l'utilisation rapide de ses armes nucléaires « du champs de bataille » (c'est-à-dire tactiques) récemment mises en service.

K. J.





Hongrie

# Le référendum sur les migrants invalidé faute de participation

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a connu dimanche un revers électoral avec son référendum contre le plan de l'Union européenne sur l'accueil des réfugiés, qui, malgré le plébiscite du «non», est invalidé faute de participation suffisante. Ceux qui ont voté ont massivement exprimé (98,32%) leur rejet des relocalisations de réfugiés au sein de l'UE, mais ils n'ont pas été assez nombreux pour que le chef de l'exécutif remporte cette consultation à forte valeur symbolique. La participation est inférieure à 45% et les votes exprimés n'ont représenté que 40% des inscrits. Ils devaient représenter au moins 50% des inscrits pour que la consultation ait force légale.

Au terme d'une campagne contre les migrants qui a mobilisé tout le camp du pouvoir et les médias proches du gouvernement pendant des semaines, le conservateur Viktor Orban a refusé d'y voir un échec. «Bruxelles ou Budapest, telle était la question, et nous avons dit Budapest. Nous avons décidé que la question (migratoire) relevait de la juridiction de la Hongrie», s'est félicité le dirigeant qui avait pensé ce référendum comme un défi à la gouvernance de l'Union européenne, au nom de la souveraineté des nations. L'Union européenne «ne pourra pas imposer sa volonté à la Hongrie», a-t-il martelé. Le Premier ministre entend ainsi donner force légale au vote des électeurs en proposant «un changement constitutionnel pour refléter la volonté du peuple», selon ses déclarations dimanche soir.



## Affaibli

«Il veut continuer la bataille», mais «sur la scène internationale, c'est une défaite», analyse pour l'AFP Bulcsu Hunyadi, de l'institut Political Capital, selon lequel «la position d'Orban à la table des négociations est affaiblie». Porté par le discours d'un gouvernement qui assimile l'immigration à une menace culturelle, aux violences, au terrorisme, Budapest n'a proposé à ce jour aucune place d'accueil de réfugiés relocalisés. La Hongrie souhaitait, par ce référendum, s'affranchir de toute obligation de contribuer à cet effort

européen. Le pays est censé accueillir au moins 1.294 migrants en vertu du plan européen de répartition de 160.000 personnes adopté il y a un an pour soulager les pays d'arrivée des migrants en Europe, la Grèce et l'Italie.

Les responsables européens ont à plusieurs reprises averti que cette solidarité n'était pas à la carte. Mais ils ont peu de moyen de forcer Budapest à remplir ses engagements, alors même que le plan de relocalisation est contesté par d'autres Etats membres et est mis en oeuvre dans la double. Le ministre autrichien des Affaires

étrangères Sebastian Kurz a épinglé à son tour le principe des quotas en le jugeant, dimanche dans l'hebdomadaire Welt am Sonntag, «irréaliste» et dangereux pour la cohésion de l'Union européenne.

Peaufinant sa stature de leader d'une Europe populiste et anti-immigration qui a le vent en poupe dans les urnes, de la France à l'Autriche, Orban s'était dit «fier», samedi, que les Hongrois soient «les premiers» en Europe à ce prononcer sur l'accueil des réfugiés pour combattre les décisions de «l'élite à Bruxelles».

## «Campagne de peur»

Les électeurs devaient répondre à la question: «Voulez-vous que l'Union européenne décrète une relocalisation obligatoire de citoyens non-hongrois en Hongrie sans l'approbation du Parlement hongrois?». L'opposition et les ONG de défense des droits de l'homme avaient appelé au boycott ou au vote nul dénonçant une «campagne de peur» dans un pays qui a vu transiter 400.000 migrants durant la crise de l'année 2015 et a dressé des barbelés à ses frontières avec la Serbie et la Croatie. Et selon l'analyste Bulcsu Hunyadi, même des électeurs du parti Fidesz du Premier ministre se sont sans doute abstenus «en raison de cette campagne trop biaisée».

A Budaörs, à 15 km de la capitale, Marci, un agriculteur de 40 ans, expliquait ainsi avoir refusé de prendre part au scrutin pour ne pas être «un pion sur l'échiquier d'Orban» Viktor Orban, au pouvoir depuis 2010, pourra-t-il continuer à faire du rejet des migrants le centre de sa politique, comme c'est le cas depuis plus d'un an ? Le résultat du référendum pose la question, selon les analystes. Le dirigeant du parti d'extrême droite Jobbik, Gabor Vona, seul véritable rival du Fidesz de M. Orban en vue des législatives de 2018, a appelé, après les résultats, à la démission du Premier ministre.

AFP

Inde

## Un pigeon soupçonné d'être un espion pakistanais placé en détention

■ Un pigeon a été placé en détention en Inde, après avoir été trouvé transportant une lettre de menaces provenant du Pakistan. Accusé d'être un espion pakistanais, un pigeon a été placé en détention par la police indienne. L'animal a été trouvé transportant une lettre de menaces envers l'Inde, près de la frontière hautement militarisée avec le Pakistan.

Le volatile, portant un message en ourdou accroché à la patte, a été découvert par la police des frontières dans la ville de Pathankot, au Pendjab indien. C'est à ce même endroit que l'attaque d'une base militaire indienne, par des insurgés basés au Pakistan, avait fait sept morts en janvier dernier. La lettre était signée du groupe djihadiste Lashkar-e-Taiba, auteur des attentats de Bombay de 2009. «Nous prenons donc la menace très au sérieux», explique Rakesh Kumar, inspecteur de police joint par téléphone par l'AFP.

«Modi, (le Premier ministre indien, ndr), nous ne sommes plus les mêmes personnes qu'en 1971. Maintenant chaque enfant est prêt à combattre l'Inde», pouvait-on lire sur le message, rapporte Rakesh Kumar. 1971 est la date de la dernière guerre ouverte entre l'Inde et le Pakistan, autour de la sécession du Pakistan oriental, devenu depuis lors le Bangladesh.

L'oiseau restera en détention jusqu'à la fin de l'enquête. Par le passé, plusieurs de ses congénères se sont déjà retrouvés accusés d'espionnage pour le compte du Pakistan. Cet incident survient dans un contexte d'aggravation des tensions entre l'Inde et le Pakistan, tous deux en possession de l'arme nucléaire, autour de la région himalayenne disputée du Cachemire.

Agences

Mexique

## 400 personnes évacuées après l'éruption d'un volcan

■ Les autorités mexicaines ont procédé à l'évacuation durant le week-end de 400 habitants par précaution, dans l'ouest du pays, face à l'éruption du volcan Fuego et à l'augmentation «rapide», selon elles, de son activité. Un périmètre de sécurité de 12 kilomètres a été établi autour du volcan, situé dans l'Etat de Colima, qui a connu une nouvelle éruption vendredi. Depuis, la lave qui s'écoule du cratère a déjà parcouru un kilomètre. Les villages de La Becerrera et La Yerbabuena ont été vidés de leurs habitants «pour protéger les familles» vivant là, a expliqué samedi le gouverneur de Colima, José Ignacio Peralta. Un autre village de l'Etat voisin de Jalisco, de 70 habitants, a lui aussi dû être évacué, selon la protection civile. En juillet 2015, l'éruption du volcan Fuego avait entraîné des rejets de lave et de matières volcaniques à 11 kilomètres de distance du cratère. Ce volcan, qui s'élève à environ 3.900 mètres au-dessus du niveau de la mer, est avec le Popocatepetl, d'une altitude de 5.500 mètres et situé à 80 kilomètres de Mexico, l'un des deux volcans actifs que compte le Mexique.

R. I.

Déception des partisans du « Oui »

## Les Colombiens disent «non» à l'accord de paix avec les FARC

Les sondages ne l'avaient pas vu venir, mais les Colombiens ont rejeté dimanche 2 octobre l'accord de paix signé il y a quelques jours avec la guérilla des FARC. Selon les résultats officiels du référendum, le «non» l'emporterait avec 50,21% contre 49,78% pour le «oui». C'est le vote massif dans les villes qui a fait la différence. A Medellin, par exemple, le «non» l'a emporté à plus de 60%. Les voitures passent d'ailleurs en klaxonnant et en criant victoire dans cette capitale de l'Etat d'Antioquia, fief de l'ancien président Alvaro Uribe qui avait appelé à voter «non». Dans les centres de campagne pour le «oui», c'est la déception. Les partisans du «oui» ont hurlé: «Nous voulons la paix». Ce résultat montre la méfiance qu'ont les

Colombiens à l'égard de la guérilla des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie). Beaucoup d'entre eux n'acceptent pas certains points des accords de paix, notamment celui sur la participation politique des ex-guérilleros et celui de la justice transitionnelle.

C'est aussi un vote sanction contre le gouvernement de Juan Manuel Santos, et pour d'autres raisons comme l'augmentation des impôts, le manque de politiques publiques... Reconnaisant la défaite, il a déclaré: «Je ne me rendrai pas et continuerai à rechercher la paix».

Les accords, eux, ne sont pas affectés par ce vote négatif, car ce référendum n'était pas obligatoire. Mais Juan Manuel Santos va perdre encore plus de légitimité

alors que sa cote de popularité était déjà au plus bas. C'est lui qui avait souhaité cette consultation afin de donner la «plus large légitimité» possible à l'accord qu'il a signé le 26 septembre avec le chef des FARC, Timochenko. Du côté de l'opposition, on se frotte les mains. Le parti du Centre démocratique de l'ex-président Alvaro Uribe a envoyé un message d'union: «Ce n'est pas un retour à la guerre», a déclaré l'opposition. Et l'ancien chef d'Etat a appelé à un «grand pacte national». Cela dépendra sans doute des FARC. Dimanche, par la voix de son chef, la guérilla a «profondément déploré» le rejet de l'accord par les Colombiens, réaffirmant qu'elle ne reprendrait pas les armes.

RFI



4<sup>ème</sup> édition du Festival El Fouara show

# Les spectacles d'ouverture régalaient le public

Les spectacles présentés dimanche soir à l'ouverture de la 4<sup>ème</sup> édition du Festival national du one-man-show 'El Fouara Show' de Sétif ont régalaient le public nombreux de la Maison de la culture Houari-Boumediene.



Des fous rires et des acclamations ont accompagné la présentation des premiers spectacles de cette nouvelle édition qui a drainé une assistance nombreuse.

Le «*la*» a été donné par le petit Amine Moussaoui, issu de l'atelier du théâtre de la Maison de la culture Houari-Boumediene, avec son sketch *Al Ounf* (la violace). Dans un cadre loufoque, le petit artiste avec ses délicieuses métaphores, a malicieusement égratigné la société et la violence verbale et physique exercée contre les enfants dans la rue, à l'école et à la maison.

Les planches ont été cédées au spectacle *Les sables mouvants* produit par le centre des arts dramatiques de la ville tunisienne Mednine, où les spectateurs ont été embarqués avec l'artiste El Habib Ghorabi dans un show «spécial» alliant des tableaux artistiques, morceaux musicaux et scènes de vidéo dans une expérience nouvelle du réalisateur Ali Yahiaoui. De Constantine, l'artiste aux besoins spécifiques, Saber Ayeche, aborde avec entrain et beaucoup d'humour, mais sans le moindre complexe, le vécu souvent difficile des personnes

souffrant d'un handicap.

Il a dépeint des situations quotidiennes des personnes handicapées confrontées à une société «insensible» et a réussi à «arracher» des fous rires tout au long du show. Organisé par l'Office communal de la culture et du tourisme, la 4<sup>ème</sup> édition du Festival national one-man-show, dédiée au regretté écrivain, poète et homme de théâtre, Omar Chaâllal, décédé en mai dernier, a été entamée avec des déclamations poétiques des poètes Tayeb Kettal et Abdelmalek Boussahel.

Devant se poursuivre

jusqu'au 6 du mois en cours, 50 spectacles sont en lice au cours de cette 4<sup>ème</sup> édition, avec à l'affiche, *Saouli Show* de l'artiste Mourad Saouli, *H'na Hakda* de Toufik Mezaâche, *Sayeche* de Abdelmalek Boussahel, *Daletna* de Farid Merimèche. Des conférences sont également programmées au cours de cette nouvelle édition évoquant, entre autres, «les défis des théâtres» qui sera animée par Mohamed Zetili, la problématique de l'adaptation dans le théâtre qui sera animée par Abdsselim Yekhlif.

R. C.

Festival du Théâtre professionnel de Sidi Bel Abbès

## L'association Nawaris de Blida primée

L'association Nawaris de Blida a décroché la première place à la 10<sup>ème</sup> édition du Festival culturel du théâtre professionnel de Sidi Bel Abbès, qui a pris fin dimanche soir.

En décrochant la première place parmi cinq oeuvres en lice lors de cette manifestation, sa pièce *Otello* de William Shakespeare traitée par Ahmed Meddah a assuré officiellement la participation à la prochaine édition du Festival national du théâtre professionnel prévu en novembre prochain à Alger.

La 2<sup>ème</sup> place dans ce festival de quatre jours a été remportée par la

pièce *H'dar* (parle) écrite par Mustapha Kessaci et mise en scène par Boudjemaâ Hanane de l'association culturelle El Moudja de Mostaganem, alors que le troisième prix a été remporté par la pièce *Nawafid* (fenêtres) écrite par Ali Nacer et mise en scène par Moulay Meliani Mohamed Merak de l'association Ennouqta d'Oran.

Le jury, composé de figures du théâtre connues dont le professeur Azzouz Benamar, Brahim Hachemaoui, Kada Benchemissa, Nawal Djerbou et Bellil Chahid, a adopté, dans son évaluation et classement des pièces théâtrales en lice, plusieurs

critères dont le texte, la mise en scène, la scénographie et l'interprétation sur scène, a souligné un de ses membres.

M. Azzouz Benamar a signalé que la plupart des pièces en lice étaient en langue arabe classique, insistant sur la maîtrise de la langue et de ses règles.

Le représentant de l'association Nawaris de Blida a souligné que cette consécration est le fruit d'un grand effort de la troupe qui a tenté de conférer des aspects de créativité et d'harmonie de musique, souhaitant réaliser une bonne figuration au Festival national du théâtre professionnel d'Alger.

APS

Artisan de la renaissance de la musique baroque

## Mort du chef d'orchestre britannique Neville Marriner

Le chef d'orchestre britannique Neville Marriner, un des artisans de la renaissance de la musique baroque, est décédé dimanche à l'âge de 92 ans, a annoncé sur son site Internet l'Académie de St Martin-in-the-Fields, l'orchestre dont il était le fondateur et président d'honneur à vie.

Né le 15 avril 1924 à Lincoln, dans l'est de l'Angleterre, Sir Neville a débuté sa carrière en tant que violoniste, après avoir étudié au prestigieux Royal College of Music de Londres et au conservatoire de Paris. Il évolue d'abord au sein de trios et quatuors à cordes, puis de l'Orchestre symphonique de Londres.

Après avoir fondé en 1958 l'Académie de Saint Martin-in-the-Fields, prestigieux orchestre de chambre anglais qu'il avait dirigé jusqu'à 2011, il délaisse peu à peu le violon.

Il poursuit sa carrière de chef d'orchestre après avoir étudié aux Etats-Unis avec le chef français Pierre Monteux. Il fonde en 1969 l'Orchestre de chambre de Los Angeles, qu'il présidera jusqu'en 1978.

Il devient ensuite directeur musical de l'orchestre du Minnesota à Minneapolis de 1979 à 1986, puis chef invité permanent de l'Orchestre de la radio de Stuttgart de 1983 à 1989.

Collaborant régulièrement avec de grands orchestres à Vienne, Berlin, Paris, Milan, New York ou encore Tokyo, il avait fait plusieurs incursions dans le monde de l'opéra.

Le président de l'Académie de Saint Martin-in-the-Fields, Paul Aylieff, a estimé que «l'héritage artistique de Sir Neville était immense», tant avec l'Académie qu'avec des orchestres du monde entier.

T. O.

Festival de Annaba du film méditerranéen

## Trois films algériens en lice

Trois longs métrages algériens de production récente feront partie des 16 films en compétition lors de la 2<sup>ème</sup> édition du Festival de Annaba du film méditerranéen (Fafm) prévu du 6 au 12 octobre, a indiqué dimanche, le commissaire de la manifestation, Saïd Ould Khelifa.

*Ouakâi karyati* (Chronique de mon village) de Karim Traïdia, *El Lawha el mathkouba* (Le tableau troué) de Djamel Azizi et *Al'aan youmkinikoum el madji* (Maintenant, vous pouvez venir) de Salem Brahimi représenteront l'Algérie durant ce festival qui réunit au total 16 pays, a précisé Ould Khelifa dans une conférence de presse.

Les 35 productions cinématographiques retenues au festival seront projetées dans quatre sites, la Cinémathèque, le Théâtre régional Azzedine Medjoubi, le Palais de la culture Mohamed Boudiaf et la Bibliothèque publique. Des conférences et ateliers de formation pour amateurs animés dans le cadre d'une convention entre le Festival de Annaba et celui de Kelibia (Tunisie). L'Iran sera l'invité d'honneur du festival qui rendra un hommage particulier au réalisateur iranien Abbas Kiarostami. En marge du festival, une délégation britannique animera, avec le concours de l'université Badji Mokhtar de Annaba, des ateliers dans le cadre du 400<sup>ème</sup> anniversaire de la mort du poète, dramaturge et écrivain William Shakespeare. Plusieurs figures du 7<sup>ème</sup> art dont Lakhdar Hamina, Mohamed Rachedi, Ahmed Bedjaoui et Mohamed Khan seront honorées lors de cette 2<sup>ème</sup> édition du Fafm. Un hommage sera rendu, à titre posthume, à la réalisatrice tunisienne Kalthoum Bournaz, décédée en septembre dernier, a ajouté Ould Khelifa qui a estimé que le festival constitue un acquis culturel international.

R. A.



## PAROLES DE FEMMES

«La tristesse est un pays. Quand on est dans la tristesse, on ne peut être ni à la plage ni à la campagne.»

Christine Orban

## FEMMES

Page animée par Tinhinan

## ILS ONT DIT :

«Adieu tristesse, bonjour tristesse. Tu n'es pas tout à fait la misère, car les lèvres les plus pauvres te dénoncent par un sourire.»

Paul Eluard

## L'ACTRICE NE COOPÉRERA PAS AVEC LES FORCES DE L'ORDRE

# ANGELINA JOLIE REFUSE QUE BRAD PITT SOIT POURSUIVI POUR VIOLENCES SUR SES ENFANTS

*Nouveau rebondissement concernant le divorce d'Angelina Jolie et de Brad Pitt. Contre toute attente, l'actrice refuserait que son futur ex-époux, qui est accusé d'avoir frappé leur fils Maddox, soit poursuivi pour violences.*

Ce vendredi, le site TMZ révélait qu'Angelina Jolie et Brad Pitt avaient signé un accord à l'amiable temporaire. Jusqu'au 20 octobre, l'actrice aura la garde de leurs six enfants et Brad pourra leur rendre visite, à condition qu'il soit accompagné d'un observateur des services sociaux. Accusé d'être alcoolique et de consommer de la drogue, l'acteur devra également se soumettre à des contrôles. Alors que de nombreuses sources affirment que la belle brune est prête à tout pour détruire son mari, il semblerait aujourd'hui qu'elle veuille le protéger. Toujours d'après les informations du site TMZ, Angelina Jolie refuserait que Brad Pitt soit poursuivi pour violences sur ses enfants, même si son entourage confirme qu'il a frappé Maddox, le 14 septembre dernier, alors qu'ils se trouvaient dans leur jet privé : «Angelina ne coopérera pas avec les forces de l'ordre, elle est catégorique... Brad ne devrait faire l'objet d'aucune accusation pour avoir été violent avec Maddox».

Reste à savoir si Brad Pitt a bel et bien été violent avec son fils, âgé aujourd'hui de 15 ans. Là encore, les témoignages diffèrent. Si certaines sources déclarent qu'Angelina a été franche avec les services sociaux et a avoué que Brad avait frappé Maddox au visage, d'autres ont une toute autre version des faits. En réalité, l'acteur se serait avancé brusquement vers son fils. Angelina se serait alors interposée et Brad aurait malencontreusement touché Maddox à l'épaule. D'ailleurs, les services sociaux n'auraient constaté aucune blessure sur l'adolescent. A l'heure actuelle, la priorité d'Angelina Jolie est de protéger ses enfants et non pas de punir Brad Pitt. A moins qu'il ne s'agisse là d'une stratégie mise en place par sa conseillère en images, Judy Smith, pour redorer son blason.



## CHEVEUX

## CHANGEZ DE COIFFURE

Marre de votre tête et de vos cheveux emmêlés mais pas le temps d'attendre entre Miss blondasse et Mamie Permanente. Pourtant quand on veut... Encore faut-il avoir le temps, parce qu'entre un dégradé, des mèches ou un lissage, vous savez pertinemment que vous y passerez une bonne partie... de la journée.

## TENDANCE RÉTRO

Afin d'y voir un tout petit peu plus clair, entre deux mèches rebelles, sachez d'abord que la tendance de cet hiver est la coupe seventies pour les cheveux longs et l'asymétrie pour donner du mouvement aux cheveux courts. Alors si cela ne vous aide pas beaucoup, allez chez un visagiste. C'est encore le meilleur moyen de faire correspondre votre tête à votre personnalité. Peut-être un peu cher, ou trop long mais le résultat est en général assez probant.

## SANS RENDEZ-VOUS, RENDEZ-VOUS

En revanche, si vous voulez gagner du temps n'allez surtout pas dans des salons sans rendez-vous : contrairement à ce que l'on pourrait penser, on attend des heures, avant de passer entre les mains de différents coiffeurs à qui il faut réexpliquer à chaque fois la coupe de vos rêves. Mais notons toutefois que ces chaînes sont parfaites pour les petits budgets : coupe correcte, prix minis, mais pas de conseils, ici on coiffe un point c'est tout.

## PRENEZ SOINS DE VOS COUETTES

Vous pouvez enfin soigner vos cheveux - car avec le soleil et le sel de la mer, ils en ont peut-être besoin - vous-mêmes avec quelques produits efficaces et peu chers. Tant que c'est aux plantes, ce n'est pas mauvais : menthe, algues, cactus, gingembre sont excellents pour embellir vos cheveux. Parmi les produits que nous avons sélectionnés, le shampoing revitalisant à la pulpe de cédrat (Klorane), le shampoing à la menthe pour cheveux gras (L'Occitane) et le Hair Care de Biguine Cosmetics qui donne de l'éclat à la chevelure et la fait briller.

## MAIS, C'EST MIRACLE

Alors s'il faut du temps pour s'occuper de ses cheveux, il est bien d'en prendre aussi pour soi, en se prélassant chez le coiffeur : avouez que vous adorez le flux de la douchette sur vos cheveux shampooinés, en vous endormant presque avec le café qui fume à vos côtés.

## FATIGUE

## SIX ASTUCES POUR BOOSTER VOTRE ÉNERGIE

Ces derniers temps, vous luttez pour ne pas vous endormir devant votre bureau. Comment recharger vos batteries et transformer votre corps en arme anti-fatigue sans vous doper de caféine ? Voici 8 réflexes à adopter d'urgence.

## BAILLEZ POUR VOUS RÉVEILLER

Bailler est le moyen trouvé par l'organisme pour calmer le cerveau et surtout réveiller l'organisme. Cela détend les muscles, facilite la concentration et permet d'être plus attentif à ce qui nous entoure.

## FAITES UNE FIXETTE SUR LE ROUGE

Un pull rouge, un bouquet de roses rouges... Peu importe l'objet, la vue de la couleur rouge stimulerait les muscles et les ferait travailler plus dur, selon une étude de l'université de Rochester. Le rouge représente la vitalité, il dynamise et redonne de l'énergie. Rien de mieux pour vous regonfler à bloc.

## HUMER DE LA MENTHE POIVRÉE

Cette astuce peut vous permettre de vous apaiser en cas d'épuisement nerveux : respirez un flacon ouvert d'huile essentielle de menthe poivrée, calmement et profondément, plusieurs fois dans la journée.

## REGARDEZ DES VIDÉOS D'ANIMAUX

Discrètement, si vous avez accès aux sites de vidéo gratuites prenez le temps de regarder une vidéo de chat



qui ronronne (cela a un effet anti-stress) ou d'autres animaux. Des chercheurs japonais ont découvert récemment que ce type de vidéos constitue un bon outil de concentration.

## BOIRE PLUS D'EAU

La fatigue peut venir d'un manque d'hydratation. Dans ce cas un verre d'eau peut redonner un peu d'énergie. Pensez à respecter vos huit verres

d'eau ou de tisane, thé quotidien.

## MARCHEZ 10 MINUTES

Une micro balade suffirait à vous booster pour les deux heures qui suivent, selon une étude parue dans *Personality and Social Psychology*. Faites le calcul, si vous travaillez six heures l'après-midi, une demi-heure d'exercice serait donc la clé pour rester efficace et performant au boulot.



## Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Equipe nationale

## Les Verts entament leur préparation

Les choses sérieuses ont commencé pour les Verts qui ont débuté leur stage officiellement hier après-midi au centre de préparation des équipes nationales de Sidi Moussa et ce en vue du premier match (groupe B) des éliminatoires de la coupe du monde Russie-2018, prévu le 9 octobre (20h30) contre le Cameroun à Blida. Les joueurs devraient arriver consécutivement au lieu du regroupement, en sachant que le gardien, Raïs Mbolhi, qui n'entre pas dans les plans de son club turc, Antalyasport, est le premier à rejoindre le stade et a débuté la préparation avec l'entraîneur des gardiens, Bolly. Il faut savoir que les joueurs évoluant dans les différents clubs européens ne pouvaient rejoindre la sélection qu'après avoir joué leurs matchs comptant pour leurs championnats respectifs et c'est ce qui explique le fait qu'ils n'étaient pas au rendez-vous dès le début du stage. Le coach national, le Serbe Rajevac, sait qu'il faut maintenant une totale concentration pour mieux préparer ce match qui reste très important eu égard à la mission délicate qui attend la sélection face aux Lions Indomptables du Cameroun qui ne se déplacent pas en Algérie en touristes et qui feront tout ce qui est de leur possible pour revenir avec un résultat probant. Ainsi, donc, le sélectionneur national ne veut pas rater la préparation qui sera certainement décisive. Par ailleurs, ce dernier est quelque peu inquiet quant à la forme de certains de ses



joueurs qui manquent de compétition avec leurs clubs respectifs en plus de certains blessés qui pourraient déclarer forfait en dernière minute. Outre le travail technico-tactique et les soins qui pourraient être prodigués aux joueurs blessés, le sélectionneur national a inscrit au programme de ce regroupement un match amical contre l'USM Blida, sociétaire de la Ligue 2 Mobilis. Une joute d'entraînement prévue à huis clos et

pendant laquelle Rajevac devrait apporter les derniers réglages à son dispositif tactique. Sur l'ensemble du programme préparatoire, tout sera mis en œuvre pour mettre les Verts dans des conditions optimales en vue de ce match choc contre le Cameroun, où la victoire sera impérative pour entamer les qualifications de la coupe du monde 2018 du bon pied.

Imad M.

## Affaire de qualification de Benothmane au CA L'ESS réaffirme ses droits

Les responsables de l'ES Sétif, club de ligue professionnelle 1 de football, ont réaffirmé dimanche leur attachement aux droits du club dans l'affaire de qualification du joueur algérien Mansour Benothmane au Club africain de Tunis. Selon le directeur administratif du club, Rachid Djeroudi, la décision de la FIFA de qualifier Benothmane au club tunisien a un caractère exceptionnel qui vise à préserver les intérêts du joueur en attendant une décision finale. L'administration de l'ESS réitère son attachement à ses droits sur ce joueur qui est lié à l'Entente par un contrat de longue durée et étayera son dossier par les documents qui le prouvent, a affirmé le même responsable sétifien. Le manager du joueur, Hicham Bouaoud, a considéré de son côté que pour lui, le différend sur la qualification de ce joueur a été tranché par la FIFA. L'attaquant Benothmane, également capitaine de l'équipe nationale des juniors a rejoint les rangs du Club africain de Tunis durant la période estivale des transferts sans l'accord de l'ES Sétif qui a contesté le transfert. La FIFA a décidé la semaine passée à titre exceptionnelle de qualifier le joueur au sein de son club actuel, en l'occurrence le Club africain de Tunis, en attendant que l'ES Sétif présente les documents qui contesteront son transfert, a ajouté son manager.

Voile/Coupe d'Algérie Optimist «par équipes»

## Victoire du Club Nautique de Tipasa

Le Club Nautique de Tipasa a remporté samedi à Cap Djinet (Est de Boumerdès), la Coupe d'Algérie de voile par équipes (Optimist). Au classement général, le CNT a devancé le CNM Marsa, finalement 2e, et l'ANAP Alger-Plage (3e). Plus de 100 véliplanchistes, représentant huit wilayas, ont participé à cette compétition, organisée par la Fédération algérienne de voile (FAV) en collaboration avec la Ligue de voile de la wilaya de Boumerdès. Il s'agit des wilayas d'Alger, Aïn Témouchent, Oran, Béjaïa, Tizi-Ouzou, Skikda, Mostaganem et Boumerdès, hôte de cette compétition. Cette Coupe d'Algérie a servi aussi de préparation aux athlètes internationaux qui représenteront l'Algérie aux prochains championnats d'Afrique Optimist, prévus du 6 au 14 octobre en Angola.

Mondial de wushu juniors 2016 (juniors)

## Trois médailles de bronze pour l'Algérie

L'Algérie a remporté trois médailles de bronze dans la spécialité du Sanda lors du Mondial de wushu juniors 2016, terminant la compétition abritée par la capitale bulgare Sofia à la 9e place sur 61 pays engagés, a indiqué dimanche le Comité algérien de kung-fu wushu. Les trois médailles algériennes ont été glanées par Nassim Rekima (-56kg), Malek Henni (-65 kg) et Assem Selman (-75 kg). Rekima a battu en 8es de

finale le Vietnamiens Van van Giam (2-0), puis le Tunisien Saber Bechnini (2-0) en quarts, avant de s'incliner difficilement face au Coréen Kim Dyu (2-1). De son côté, Henni a dominé en 1/4 de finale Hyun Su Lee (Corée) sur le score de 2-0, mais son parcours s'est arrêté en demi-finale devant l'Égyptien Moheb Darwich (2-0). Le troisième Algérien médaillé, Assem Selman, a lui gagné son combat face à l'Irakien Kadhem Sedjad (2-1),

mais la route de la qualification pour la finale a été barrée par l'Iranien Mohamed Mahdi Gharchabi, vainqueur 2 à 0. En revanche, Aymen Sbihi (-70 kg) et Hicham Dekkani (-80 kg) se sont contentés de la 5e place. Dans la spécialité de Taolu, Yacoub Ghrab, engagé dans trois spécialités, le Nandao (sabre du Sud), le Nangun (baton du Sud) et le Nan Quan (boxe courte du Sud), entre dimanche en lice.

Lutte/Championnats méditerranéens (juniors et seniors)

## 44 athlètes en stage à Soudania

Quarante-quatre (44) athlètes des sélections algériennes de lutte (juniors et seniors) effectueront à partir de mardi un stage de pré-sélection au Centre de préparation des équipes nationales à Soudania (Alger), en vue des championnats méditerranéens, prévus du 20 au 22 novembre à Madrid (Espagne), a-t-on appris dimanche auprès de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA). Ce stage qui se poursuivra jusqu'au 13 octobre, sera dirigé par un staff technique national composé de cinq entraîneurs. Selon le directeur des équipes nationales (DEN), Idriss Haoues, ce stage permettra aux staffs techniques des différentes sélections d'évaluer les capacités physiques de chaque lutteur avant les championnats méditerranéens de Madrid. Par ailleurs, la sélection algérienne des seniors prépare le Grand Prix d'Azerbaïdjan qui aura lieu du 24 au 26 novembre. «Les sélections algériennes de différentes catégories entameront à partir de ce mois le programme de préparation établi par la direction technique nationale en prévision des prochaines échéances sportives inscrites au programme de cette nouvelle saison», a poursuivi Idriss Haoues. La lutte algérienne s'était illustrée de fort belle manière avec la médaille de bronze obtenue par Sid Azara Bachir lors des championnats du monde (juniors) organisés du 31 août au 4 septembre à Mâcon en France.

Cameroun

## Jacques Zoua forfait contre l'Algérie

L'attaquant de la sélection camerounaise de football Jacques Zoua, blessé, manquera le match face à l'Algérie, dimanche prochain à 20h30 au stade Mustapha-Tchaker de Blida pour le compte de la première journée des qualifications du Mondial-2018 (groupe B), a annoncé la Fédération camerounaise (FECAFOOT). «L'international camerounais s'est blessé au cours d'un match avec son club» et devrait être absent de «deux à trois semaines», a indiqué la FECAFOOT citant les médecins de Kaiserslautern, le club allemand de Zoua. Ce dernier sera remplacé par Daniel Arnaud Ndi qui évolue au Sporting Gijon (Espagne), selon la même source. Le

sélectionneur du Cameroun Hugo Broos doit déjà composer sans le gardien de l'Union Douala, Moïse Pouty, blessé et remplacé par le portier Guy-Roland Ndy-Assembe de Nancy (France). En prévision de la rencontre contre les Verts, le Cameroun effectuera un stage du 2 au 7 octobre à Marseille avec, au menu, un match amical contre l'Olympique de Marseille (Ligue 1 française) le mercredi 5 octobre à 11h00, selon la FECAFOOT. Les hommes d'Hugo Broos rallieront Alger vendredi. Une fois sur place, les Lions indomptables effectueront une seule séance d'entraînement, samedi à 18h00 au stade Tchaker, selon le programme de l'équipe.

Tournoi ITF/CAT juniors Alger-2016

49 joueurs de 14 pays animent la 3<sup>e</sup> édition

La 3e édition du tournoi ITF/CAT juniors Alger-2016, dédiée à la mémoire du défunt Saïfi Bettiche, a débuté dimanche à Sidi Fredj avec la participation de 49 joueurs issus de 14 pays. Trente (30) joueurs étrangers et 19 algériens seront en concurrence du 2 au 8 octobre pour remporter le trophée, gagner des points et améliorer leur classement mondial. Les éliminatoires du tournoi ont débuté dimanche et se poursuivront demain lundi. Le tableau final aura lieu du mardi à vendredi, alors que les finales du

simple messieurs et dames se joueront samedi en matinée. Le Marocain Ahmed Amine, meilleur joueur classé ITF-juniors (468e) est tête de série N.1 du tournoi de Sidi Fredj, tandis que l'Algérien Youcef Rihane est tête de série N.2. «Ce tournoi, organisé par la Fédération algérienne (FAT), est inscrit au calendrier de la Fédération internationale. Les athlètes qualifiés pour le tableau final empocheront des points et grimperont naturellement dans le classement ITF-juniors», a expliqué à l'APS le

directeur du tournoi, Hamza Khelassi. Saïfi Bettiche est un ancien joueur, entraîneur de l'équipe nationale et capitaine de Coupe Davis. Il est décédé le 27 septembre 2014. «Après le tournoi de Sidi Fredj, nous allons enchaîner avec la première édition du tournoi ITF/CAT juniors de Mostaganem du 9 au 15 octobre», a encore fait savoir Khelassi. La meilleure joueuse algérienne Ines Ibbou est absente de ce rendez-vous qui ne lui permet pas de remporter beaucoup de points.

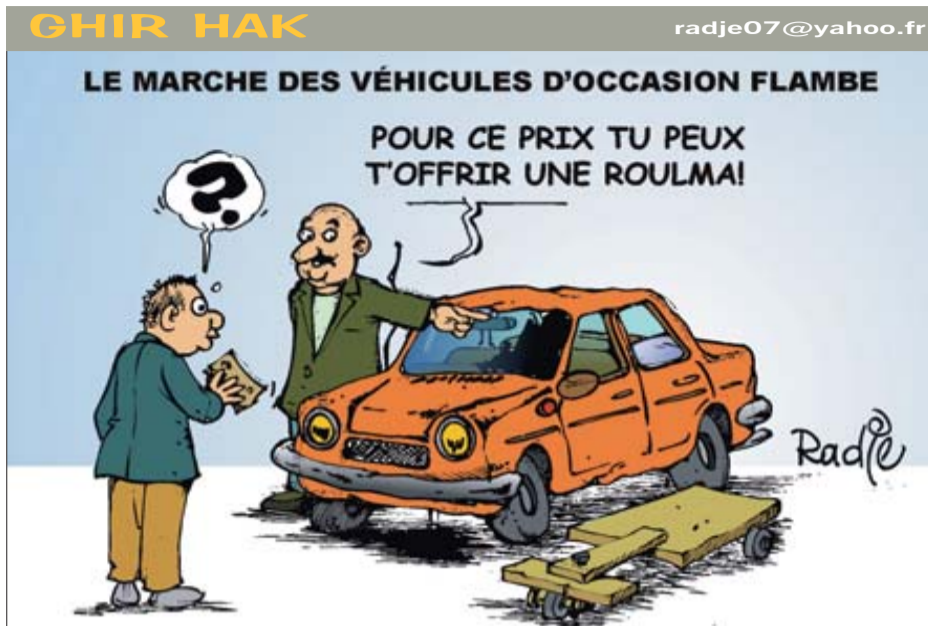


## Selon le Centre Robert F. Kennedy L'occupation du Sahara occidental par le Maroc est illégale

L'occupation du Sahara occidental par le Maroc est illégale en vertu du droit international, a rappelé dans un rapport le Centre Robert F. Kennedy des droits de l'homme dans un récent rapport en partenariat avec plusieurs autres organisations non-gouvernementales et des universitaires. Le rapport dont une copie a été reçue par l'APS à Alger et soumis le 28 septembre dernier au Comité des droits de l'homme des Nations unies (CDH) traite du dossier des droits de l'homme du Maroc et comprend des recommandations détaillées soumises à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Le document présenté par le Centre Robert F. Kennedy et ses partenaires, réaffirme que l'«occupation du Sahara occidental par le Maroc est illégale en vertu du droit international, et présente des éléments ainsi que des analyses sur les actions et la façon dont le Maroc viole le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination». Le document aborde également la poursuite des violations, par le Maroc, des droits du peuple sahraoui à disposer de ses ressources naturelles, de son droit à la vie et de se libérer de l'occupation arbitraire et de la torture. Le centre rappelle également les traitements cruels, inhumains et dégradants auxquels fait face le peuple sahraoui dont le combat se poursuit pour les libertés individuelles et la liberté de mouvement. Le document aborde en outre le droit des Sahraouis à l'égalité devant les tribunaux et aux procès équitables, à la vie privée, à la liberté d'expression et de réunion pacifique, ainsi qu'à la liberté d'association.

«Le Maroc persiste et parfois violemment dans la violation des droits du peuple sahraoui», a déclaré Kerry Kennedy, président de Robert F. Kennedy des droits humains. «Les rapports sur les protestations violemment dispersées, les récits concernant les cas de détentions arbitraires et de torture en prison, le non respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ne peut pas rester sans réponse auprès des autorités marocaines et de la communauté internationale», ajoute le rapport. «Le Comité des droits de l'homme des Nations unies doit tenir le Maroc comme responsable de toutes ces violations», lit-on dans le rapport. En tant qu'Etat signataire du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Pidcp), le Maroc a une obligation juridique contraignante à respecter et à garantir les droits énoncés dans le Pacte dans tous les domaines où il exerce un contrôle, y compris la partie du Sahara occidental que le Maroc occupe. Par ailleurs, le regrette l'absence de tout progrès dans la mise en oeuvre du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, et les violations systématiques, de toutes sortes, de droits humains. Le récent rapport a été préparé en collaboration avec la Cornell Law School internationale Human Rights Clinic. Il a été présenté conjointement par Robert F. Kennedy Human Rights, le Collectif des sahraouis défenseurs des droits humains (Codesa), l'Association sahraouie des victimes des violations graves des droits de l'homme (Asvdh), l'Association des familles des prisonniers et disparus sahraouis (AFAPredesa), la Fondation Danielle Mitterrand/France Libertés, le Bureau des droits de l'homme au Sahara occidental (Birdhso), l'Association française des Amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (Afaspa) et Adala UK. Le CDH devrait publier les Observations et recommandations finales concernant Maroc après elle conclut sa session d'examen, prévue pour le 24 octobre - 25 2016. Dernière colonie en Afrique, le Sahara occidental a été illégalement occupé par le Maroc en 1975, après le départ des troupes espagnoles, et reste à ce jour inscrit à l'ONU au chapitre des territoires à décoloniser, conformément aux règles du droit international en la matière.

T. R.



In Guezzam

## 80 tonnes de produits de contrebande interceptées



**P**rès de 80 tonnes composées de divers produits alimentaires et de détergents, destinés à la contrebande ont été interceptées dimanche par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), à In Guezzam, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a intercepté près

des frontières, à In Guezzam, le 2 octobre 2016 trois camions chargés de près de 80 tonnes de denrées alimentaires, de boissons et de produits détergents, destinés à la contrebande», précise le MDN. A Hassi Messaoud, dans la wilaya de Ouargla, (4e Région militaire), un autre détachement de l'ANP «a appréhendé un narcotrafiquant en possession de 380 comprimés de psychotropes». A Sidi Bel Abbès et Tiaret, (2e RM), des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé deux

contrebandiers et saisi 852 unités de différentes boissons», tandis que «des tentatives de contrebande plus de 2 400 litres de carburant ont été déjouées à Tlemcen par les éléments des gardes-frontières».

A Oran, Tlemcen, Mascara, Sidi Bel Abbès et Tiaret, (2e RM), des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières «ont appréhendé 22 immigrants clandestins, dont 14 de nationalité marocaine».

Par ailleurs, des unités des gardes-côtes «ont déjoué plusieurs tentatives d'émigration clandestine de 108 personnes à bord d'embarcations clandestines dans les wilayas d'Oran, Aïn Témouchent, Mostaganem, (2e RM), Annaba et El Tarf, 5e Région militaire», rapporte également la même source.

Reda A.

Fromage La vache qui rit

## Saisie de près de 280 kg pour moisissures

**L**es services de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes du ministère du Commerce ont saisi récemment une quantité de 279,12 kilogrammes de fromage fondu en portion de la marque La vache qui rit pour présence de moisissures, a indiqué dimanche un communiqué de ce ministère.

Il s'agit des lots: KA 130 16 (date de fabrication 09/05/2016 et date de limite de consommation 08/05/2017), KA 2426 (date de fabrication 03/05/2016 et date limite de consommation 02/05/2017), KA 121 (date de fabrication 03/05/2016 et date limite de

consommation 29/05/2017), KA 126 (date de fabrication 03/05/2016 et date limite de consommation 04/05/2017) et KA 09916 (date de fabrication 03/05/2016 et date limite de consommation 07/05/2017).

A ce titre, le ministère du Commerce appelle les consommateurs «à plus de vigilance lors de l'achat ou de la consommation de ce produit». Cette saisie intervient dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'action relatif à la prévention des risques sanitaires pouvant découler de la consommation des denrées alimentaires.

G. L.

Corniche oranaise

## Un accident de moto coûte la vie à une jeune fille

**U**n accident de moto, survenu, dimanche en début de soirée, sur la corniche oranaise, a coûté la vie à une jeune fille, alors que son compagnon, qui conduisait la moto, a été grièvement blessé, a-t-on appris des services de la Protection civile d'Oran. L'accident est survenu au moment où un véhicule, tentant de se garer

sur l'un des balcons de la corniche, a barré la route à la moto qui roulait à grande vitesse. La fille sans casque a été violemment projetée à plusieurs mètres du véhicule, ajoute-t-on de même source.

Les deux jeunes gens, la fille âgée de 23 ans et son compagnon de 25 ans, ont été évacués dans un état grave vers l'hôpital Medjbet

Tami de Aïn el Turck, où la jeune fille a succombé à ses blessures, a affirmé le chargé de la communication de la direction de la Protection civile de la wilaya d'Oran, le lieutenant Mahieddine Benthabet. Le jeune homme, quant à lui, a été transféré, inconscient au CHU d'Oran, ajoutent des sources sanitaires.

R. H.

## ACTU...

### En possession de deux voyageurs Des caméras de surveillance saisies au port d'Oran

Les agents de l'inspection divisionnaire des Douanes du port d'Oran ont saisi dans la nuit du samedi à dimanche 600 caméras de surveillance en possession de deux voyageurs en provenance d'Alicante (Espagne), a-t-on appris auprès des services des Douanes. Selon la même source, l'opération de saisie a été opérée à l'arrivée d'un navire de l'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (Entmv) grâce à la vigilance des douaniers. La «marchandise» saisie est classée dans la catégorie des produits sensibles dont l'importation est soumise à une autorisation par les services compétents. Les caméras saisies étaient réparties sur deux véhicules de deux passagers arrêtés en possession également de 600 téléphones portables. Une procédure judiciaire a été entamée pour les déférer devant la justice, selon la même source.

H. R.

### Selon l'association Sirius Un bolide traverse le ciel de Constantine

Un bolide a traversé samedi soir aux environs de 21 h le ciel de Constantine, a-t-on appris dimanche auprès du président de l'association Sirius d'Astronomie, Djamel Mimouni. Selon les premiers éléments dont dispose l'association, «un bolide aurait fait un passage entre Constantine et Aïn M'lila dans la wilaya de Oum El Bouaghi», a indiqué à l'APS, M. Mimouni, détaillant que l'objet observé dans le ciel de Constantine est «vraisemblablement un bolide et non pas une météorite», soulignant que scientifiquement «le passage d'un bolide ne laisse pas de traces sur terre, tandis qu'une météorite laisse des trouvailles». Une équipe de Sirius a été dépêchée sur les lieux et se trouve actuellement dans la localité de Chila, entre Sigus et Aïn M'lila, où l'objet observé serait tombé, «à la recherche d'éventuels fragments et à la collecte de maximum d'informations sur cet événement astronomique «rare», a souligné M. Mimouni. Il a ajouté, qu' hormis une seule vidéo partagée sur le site officiel de l'association Sirius, toutes les photos et les vidéos postées sur les réseaux sociaux «restent à vérifier». Contacté par l'APS, Mourad Hamadouche, vice-président de l'association Sirius et qui se trouve à Chila, a indiqué que tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour «mettre toute la lumière» sur cet événement, qui a suscité la curiosité.

G. O.

### Accidents de la route 334 morts durant la saison estivale

Trois cent trente-quatre personnes ont trouvé la mort et 2 936 autres ont été blessées dans 1 706 accidents de la route survenus durant la saison estivale 2016, a annoncé dimanche le lieutenant-colonel, Ahmed Attia, directeur de la prévention et de la sécurité publique au commandement de la Gendarmerie nationale. Lors d'une conférence de presse consacrée à l'évaluation du plan Delphine 2016, le lieutenant colonel a affirmé qu'une baisse avait été enregistrée par rapport à l'année dernière dans le nombre d'accidents (-21%), de décès (-4%) et de blessés (-23%). Le même responsable a expliqué cette amélioration par «l'efficacité du dispositif sécuritaire mis en place dans le cadre dudit plan et des mesures préventives prises par les unités de la Gendarmerie nationale». Il a, d'autre part, indiqué que le plus grand nombre d'accidents a été enregistré durant le mois de juillet dernier (1303) soit un taux de 76% du nombre global enregistré durant la saison estivale qui a coïncidé avec le mois de Ramadhan.

H. R.